

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO
Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie
(Domaine : Sciences de la Société)
Département ECONOMIE
(Mention : Economie)

Mémoire de fin d'étude pour l'obtention du
Diplôme de Maîtrise en Sciences Economiques
Option : MACROECONOMIE, FINANCE ET MODELISATION

**LES FACTEURS DE BLOCAGE DU
DEVELOPPEMENT DU SECTEUR
INDUSTRIEL A MADAGASCAR : CAS
DE L'INDUSTRIE DE SAVON**

Par : Mademoiselle RALIJAONA Hasinavalona Mireille

Encadreur : Monsieur LAZAMANANA André Pierre, Docteur

Date de soutenance : 19 Janvier 2017

Promotion : FANDRESENA

Date de dépôt : 30 janvier 2017

Année universitaire : 2015/2016

REMERCIEMENTS

- En premier lieu, je tiens à remercier le **Bon Dieu** qui m'a donné forces et connaissances dans la réalisation de ce Mémoire.
- Je remercie le **département ECONOMIE** de la faculté DEGS de m'avoir ouvert ses portes pour mes études à l'université d'Antananarivo.
- Je tiens à présenter mes remerciements toutes les personnes ayant donné leurs remarques pour l'amélioration de ce document en particulier à mon encadreur **Mr. LAZAMANANA André Pierre**. Enseignant d'Expertise International à l'Université d'Antananarivo, qui a porté tant d'attention et a donné son précieux temps et conseil afin que le présent document soit élaboré de manière satisfaisante.
- Enfin, j'adresse mes sincères remerciements à mes proches surtout à **mes chers parents** pour leur inestimable soutien ainsi que leurs encouragements pendant la constitution de ce mémoire.

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE:	1
PARTIE I: LES CADRES THEORIQUES SUR LES STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT ; L'INDUSTRIALISATION ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE	3
CHAPITRE I: ..DEFINITIONS DES CONCEPTS ET LES DEBATS THEORIQUES SUR LES DIFFERENTES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT POUR AIDER LES PED DE SORTIR DU SOUS-DEVELOPPEMENT.	4
Section 1: L''industrie, l'industrialisation et la croissance économique :.....	4
Section 2: Débats théoriques sur les différentes stratégies de développement pour aider les PED de sortir du sous-développement :	14
CHAPITRE II: APPROCHE THEORIQUE SUR L'INDUSTRIALISATION ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE.	18
Section 1: ARGUMENTS SUR LE CHOIX DE L'INDUSTRIE ET/OU L'AGRICULTURE :	19
Section 2: LIEN EXISTANT ENTRE L'INDUSTRIE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUES :	21
Section 3: LES STRATEGIES D'INDUSTRIALISATIONS :.....	25
PARTIE II: LES PROBLEMES RENCONTRES PAR L'INDUSTRIE DE SAVON A MADAGASCAR.....	32
CHAPITRE III:LES FACTEURS DE BLOCAGE DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR INDUSTRIEL A MADAGASCAR : CAS DE L'INDUSTRIE DE SAVON. .	33
Section 1: Fabrication de savon et élaboration d'un projet de savonnerie :	33
Section 2: LES FACTEURS DE BLOCAGE DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE SAVON AMADAGASCAR :	38
CHAPITRE IV: ANALYSE ET RECOMMANDATIONS :.....	48
Section 1: POTENTIALITE ECONOMIQUE DE CHAQUE BRANCHE D'ACTIVITE DU SECTEUR INDUSTRIEL DE MADAGASCAR :.....	48
Section 2: ANALYSE ET RECOMMANDATIONS :	53
CONCLUSION GENERALE :	63

LISTE DES ABREVIATIONS

AGOA	: African Growth Opportunity Act
BIANCO	: Bureau Indépendant Anti-corruption
BU	: Bibliothèque Universitaire
BCM	: Banque Centrale de Madagascar
CNUCED	: Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
COI	: Commission de l'Océan Indien
COMESA	: Common Market for East and South Africa
CREAM	: Centre de Recherches, d'Etudes et d'Appui à l'Analyse Economique à Madagascar
DEME	: Direction des Etudes et de la Modélisation Economiques
DTS	: Droits de Tirage Spéciaux
DGE	: Direction Générale de l'Economie
EI	: Entreprises Individuelles
EPIB	: Entreprise de Production Intensive de Base
III	: Industrialisation par les Industries Industrialisantes
ISE	: Industrialisation par Substitution des Exportations
ISI	: Industrialisation par Substitution des Importations
IFM	: Institut Française de Madagascar
INSTAT	: Institut National des Statistiques
MADIO	: Madagascar Dial Instat Ostrom
NPI	: Nouveaux Pays Industrialisés
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
ONUDI	: Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
PED	: Pays En Développement

PD : Pays Développé

PIB : Produit Intérieur Brut

SA : Sociétés Anonymes

SADC : Communauté de développement des Etats d'Afrique

SARL : Sociétés à Responsabilité Limitée

SIM : Syndicat des Industriels à Madagascar

TBE : Tableau de Bord Economique

MEP : Ministère de l'Economie et de la Planification

ZF : Zone Franche

ZFI : Zone Franche Industrielle

LISTE DES TABLEAUX :

TABLEAU 1 : Taux de croissance par branche d'activité du secteur industriel de 2007 à 2012	45
TABLEAU 2 : Contribution moyenne des branches d'activités industrielles à la formation du PIB industriel.....	46
TABLEAU 3 : Branche performant en 2014.....	51
TABLEAU 4 : Branche non performante en 2014.....	52-53
TABLEAU 5 : Création d'entreprises par secteur.....	58
TABLEAU 6 : Création d'entreprises par type.....	59

LISTE DES FIGURES:

FIGURE 1: Taux de croissance annuel de l'industrie de corps gras à Madagascar 1985 à 2012.....	39
FIGURE 2 : contribution moyenne de la branche industrielle de corps gras à la formation du PIB industriel de 1985 à 2012.....	40

INTRODUCTION GENERALE:

L'industrialisation, conçue à la fois comme une multiplication des activités industrielles et comme transformation des processus de production par l'utilisation de machines, est au cœur de tous les développements économiques. Pour un pays en développement, l'industrialisation signifie plus que le simple fait d'augmenter le revenu et le volume de production. Elle consiste pour lui un moyen de moderniser sa structure primitive de production et de transformer toute la tradition socio-économique qui y est associée¹.

Pour la Grande Bretagne, l'intensification des activités industrielles s'était amorcée au 18^{ième} siècle suite à la révolution industrielle. Elle s'est diffusée en touchant seulement une partie de l'humanité (Europe de l'Ouest, Etats –unis, Japon et Russie) qui a été l'origine des écarts de développement qui se sont renforcés sur les deux premiers tiers du 20^{ième} siècle. Ces pays ont choisi l'industrialisation comme voie de développement économique. Dans les pays les plus pauvres, cette vision industrialiste a été relayée au cours des années 1970 par la stratégie des besoins essentiels visant à donner la priorité à l'agriculture. En revanche, à partir des années 1960, au lendemain des indépendances, les Etats africains ont commencé à axer leur développement vers l'industrialisation.

Même si la plupart des pays en développement comme Madagascar avaient essayé de s'industrialiser depuis longtemps, non seulement, elle n'arrive pas à réaliser son développement industriel, pas comme certains pays, les NPI par exemple mais elle n'arrive pas également à démarrer son développement. De plus, Madagascar est un pays qui dispose d'un potentiel remarquable en matière première, en main d'œuvre, qui est un des atouts pour développer le secteur industriel. Or, sa part de contribution de l'industrie dans le PIB est encore faible et n'a jamais pu dépasser le seuil de 12,5% en termes réels, et le taux de croissance moyen annuelle de la valeur ajoutée industrielle reste faible et avoisine les 2,6%².

C'est ce phénomène qui nous a poussés à nous intéresser sur le thème qui a comme titre : **Facteurs de blocage du développement du secteur industriel à Madagascar : cas de l'industrie de savon.**

¹ ONUDI 1990 /1991

² CENTRE DE RECHERCHES, D'ETUDES ET D'APPUI A L'ANALYSE ECONOMIQUE À MADAGASCAR, L'industrie comme moteur de croissance économique à Madagascar : Identification d'une relation de long terme et de causalité

Ainsi, il est important de se poser la question suivante qui nous sert de problématique :

Quels sont les facteurs de blocage du développement du secteur industriel à Madagascar plus précisément de l'industrie de savon ? Pour pouvoir répondre à cette question très intéressante, d'une part on suppose que la faible contribution de cette branche industrielle est due à l'existence de nombreux problèmes auxquels elle est confrontée et d'autre part, on suppose aussi que face à ces problèmes des solutions devraient être prises pour améliorer sa part contribution dans le PIB et pour améliorer le tissu industriel à Madagascar.

Pour cela, cette présente étude est divisée en deux parties bien définies. D'un côté, la première partie se consacrera à l'analyse théorique du thème qui est composée de deux chapitres. Dans le premier chapitre, on va voir les définitions des concepts de base à savoir l'industrie, l'industrialisation et la croissance économique et les débats théoriques sur les différentes stratégies de développement pour aider les pays en développement de sortir du sous-développement et dans le deuxième chapitre, on va voir l'approche théorique sur l'industrie et la croissance économique. De l'autre côté, la deuxième partie est destinée à faire une analyse empirique du thème. Elle comporte deux chapitres. L'analyse de ces derniers tentera de vérifier les hypothèses posées ci-dessus.

Pour parvenir à l'élaboration et à la rédaction de ce mémoire de maîtrise en sciences économiques, de méthodologies sont nécessaires. La **méthodologie** est à la fois qualitative et quantitative. La méthodologie utilisée dans l'analyse de la partie théorique est qualitative. Cette analyse de la partie théorique est faite grâce aux connaissances que nos Professeurs nous ont donné depuis la première année jusqu'à la quatrième année de notre cursus universitaire et grâce aux divers documents trouvés dans les différentes bibliothèques (BU, IFM, CITE) et aussi grâce à des différents documents dans les sites internet. Pour la deuxième partie, la méthodologie est quantitative. Elle est faite grâce à des connaissances qui sont appuyées par des recherches via des revues documentaires, puis des données et informations ainsi que des rapports qui sont fournies par différents instituts comme BCM, INSTAT, CREAM et SIM. Ces recherches sont importantes car elles nous ont permis de compléter les connaissances que nous avons reçu de nos professeurs et aussi d'élargir l'horizon de nos connaissances, notamment en ce qui concerne l'industrie de Madagascar.

PARTIE I: LES CADRES THEORIQUES SUR LES STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT ; L'INDUSTRIALISATION ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Introduction :

Dans cette première partie qui s'intitule les cadres théoriques sur les stratégies de développement ; l'industrialisation et la croissance économique. D'abord, la définition des trois éléments (l'industrie, l'industrialisation et la croissance économique) est nécessaire car ils vont servir de base pour l'étude, pour bien comprendre et approfondir les notions et concepts utilisés. Ensuite, l'analyse des différentes stratégies de développements est importante pour connaître que le processus d'industrialisation est une des options pour aider les PED à sortir du sous-développement. Il est aussi nécessaire de savoir qu'il existe des liens entre l'industrie et la croissance économique. Enfin, l'analyse des stratégies d'industrialisations (utilités, critiques.)

CHAPITRE I: DEFINITIONS DES CONCEPTS ET LES DEBATS THEORIQUES SUR LES DIFFERENTES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT POUR AIDER LES PED DE SORTIR DU SOUS-DEVELOPPEMENT.

Avant d'entamer l'étude théorique sur l'industrialisation et la croissance économique, il est primordial de définir les concepts de base pour bien comprendre le thème et de connaître les différentes stratégies que les PED peuvent entreprendre pour lutter contre la pauvreté et pour se développer.

Section 1: L'industrie, l'industrialisation et la croissance économique :

Dans le thème, facteurs blocages signifie problèmes qui empêchent le développement du secteur industriels à Madagascar et qui empêche également ce secteur (plus précisément le cas de l'industrie de savon) de réaliser une part importante dans sa contribution au PIB. Toujours dans la définition des concepts de trois éléments suivant est nécessaire : l'industrie, l'industrialisation et la croissance économique.

A) L'INDUSTRIE :

1) DEFINITION DE L'INDUSTRIE

Le mot industrie fait appel à plusieurs définitions tels que : la définition classique, la définition économique, la définition en terme de secteur et autres définitions:

a) Définition classique :

L'industrie est « l'ensemble des activités qui assurent la transformation des matières premières (ou produits semi- finis) en bien (produits semi-finis ou finis) »³. D'où, l'opinion classique qui stipule que l'industrie suppose deux phases : la phase d'extraction ou la production de matière première puis la phase de transformation des matières premières en produits finis.

b) Définition économique :

³ A. BEITONE, A. CAZORIA, « Dictionnaire des sciences économiques », Armand colin

L'industrie est comprise comme l'ensemble des unités de production. Elle appelle aussi à une autre définition, celle des entreprises industrielles qui désigne une unité de production au sein de laquelle s'effectue la combinaison du capital technique, des matières premières et du travail en vue de produire des biens et services destinés au marché. En matière économique, ces derniers issus de la transformation permettent de dégager des valeurs plus rentables que ses valeurs initiales.

c) Définition sectorielle :

L'industrie est « traditionnellement assimilée à une activité manufacturière dans le prolongement due à Colin CLARK, entre secteur primaire qui regroupe l'agriculture, la pêche et les activités extractives, secteur secondaire qui évoque une transformation des matières premières et secteur tertiaire qui sous terme générique de prestation de services englobe l'ensemble des activités matricielles »⁴. Pour C. CLARK⁵, quand la société se développe, la part du secteur primaire (agricoles, mines) tends à diminuer au profit du secteur secondaire. Ainsi cette définition est en termes de secteur. Le terme industrie est donc ambigu : dans une définition restreinte, il s'agit seulement des activités qui transforment les matières premières dans les usines (industries manufacturières et secteurs secondaires du classement de C. CLARK). Mais les tâches de conception, de recherche, de gestion, de contrôle, de commercialisation, d'organisation au sens large, qui occupe des effectifs croissants, sont souvent confiées à l'extérieur des sociétés de services.⁶

d) Autres définitions :

Dans la perspective de la théorie économique, il est possible de distinguer 3 trois conceptualisations successives de l'industrie⁷ :

-En référence à une situation de concurrence pure et à la méthodologie de l'équilibre partielle, l'industrie est construite sur la base de trois propriétés : l'existence de rendement décroissante, l'homogénéité des produits, la malléabilité du capital entendue comme sa

⁴ F. TEULON, « Dictionnaire d'histoire, économie, finance et géographie », Presse Universitaire de France

⁵ C. CLARK : économiste anglais (née en 1905), enseigna en Grande Bretagne et en Australie durant l'entre-deux-guerres et dirigea l'institut de recherche en économie agricole d'Oxford, rendit célèbre la distinction des trois grands secteurs d'activité économique (primaire, secondaire et tertiaire)

⁶ P.MILLET, « La Politique industrielle », Presses Universitaires de France, 1984

⁷ P. GAROUSTE, Filières techniques et économie industrielle, Presses Universitaire de Lyon, 1984

capacités à vêtir des formes adaptés à chaque branches sans que cela constitue une limite à sa transférabilité⁸.

-En référence à la concurrence imparfait, la notion d'industrie est fondée sur un critère technologique postulant l'existence de complémentarités le long d'une filière technique plutôt qu'un critère de substituabilité des produits mesurant la proximité des produits sur le marchés au regard des préférences des consommateurs⁹.

-En référence à une homogénéité de comportement des entreprises au regard d'une conception multidimensionnelle (renvoyant aux fonctions productives, commerciales, financières, etc..) de leur activités, l'industrie est enfin définie comme un groupe de firmes, chaque groupe étant composés des firmes qui sont assez semblable en référence à ses dimensions structurelles¹⁰.

2) LES DIFFERENTS TYPES D'INDUSTRIES :

Il est possible de distinguer deux acceptions de l'industrie à savoir :

-Au sens strict, l'industrie correspondant à l'industrie manufacturière (biens d'équipements personnels, biens d'équipements ménagers, automobile et transports terrestre et biens de consommation courantes). Si on se réfère dans la nomenclature à 40 branches, l'industrie manufacturière correspond à T 07 à T23 (**voir l'annexe 6**)

-Au sens large, ce sont les industries qui rassemblent les branches qui sont cités dans l'encadré de l'annexe (T 07 à T23) avec les trois types d'industrie suivante :

- les industries agricoles et alimentaires ;
- les industries d'énergies ;
- les bâtiments et travaux publics

⁸ .A. MARSHALL, Principe de l'économie politique, Paris, Gordon & Breach, 1971

⁹ M. CHAMBERLIN, La théorie de de la concurrence monopolistique, Paris puf, 1953

¹⁰ R.E. CAVES et M.E. POTER, from entry barriers no mobility barriers : conjonctural decisions and contrived deterrences to no competition, Quartely Journal Of economics,1977,p 251

B) L'INDUSTRIALISATION :

1) DEFINITIONS DE L'INDUSTRIALISATION :

a. Définitions :

L'industrialisation est définie de plusieurs manières :

-Au sens strict, l'industrialisation se traduit par l'accroissement de poids (en termes de valeur ajoutée ou d'effectifs) des activités de transformation des matières premières par l'utilisation des capitaux fixes.

-Au sens large, l'industrialisation peut être définie comme l'ensemble des transformations économiques et sociales provoqués par la création de manufactures puis d'usines (salarisation, urbanisation).

b. Définitions des différents auteurs :

Nombreux sont les auteurs qui ont essayé de définir le mot industrialisation mais cette définition varie selon les auteurs :

- **Pour ALBERTINI :**

Selon ALBERTINI, l'industrialisation n'est pas seulement l'apparition d'industrie, c'est la naissance de complémentarité entre les activités industrielles. Cela signifie que l'industrialisation est un processus de développement des activités industrielles.

- **Pour FREYSSINET et CUISENIER :**

La définition de l'industrialisation de ses deux auteurs est liée à la technologie. FREYSSINET affirme que l'industrialisation est la mécanisation et l'augmentation du travail c'est-à-dire la spécialisation. Cette définition est complétée par celle qui est donnée par CUISENIER qui stipule que l'industrialisation est une façon de produire qui est caractérisée par l'utilisation rationnelle des machines opérant à des coûts décroissants.

- **Pour CARDINIER :**

D'après lui, « l'industrialisation résulte de la création d'entreprise industrielle ». Cela signifie que pour promouvoir l'industrialisation, il est primordial de favoriser la création des entreprises. Cette dernière permet de développer simultanément la production, l'investissement et l'emploi dans l'industrie.

- **Pour DAHMANI¹¹ :**

Pour lui, l'industrialisation est un processus à trois étapes : « La première étape est relative à l'extraction et à la production nécessaire à l'exportation ; La deuxième étape porte sur la première transformation industrielle c'est à dire l'élaboration des produits semis- finis. Cette étape nécessite beaucoup de capital, de technologie, de main d'œuvre plus ou moins qualifiés et spécialisés ; La troisième étape consiste à l'élaboration des produits manufacturés destinés à la consommation directe. Celle-ci exige un capital énorme, technologie de pointe et une main d'œuvre hautement qualifiés et spécialisés. Ce processus permet de situer le niveau de développement atteint par les pays considérés ainsi que les moyens financier, technique et humaine qu'exige ce processus à chaque phase ».

- **Pour François PERROUX :**

Selon cet auteur « l'industrialisation est un processus d'extension et d'intensification des activités industrielles, généralement associé au développement économique »¹². De cette définition, on peut tirer les idées suivantes. La première idée c'est qu'ici l'industrialisation peut-être un synonyme de développement. La deuxième c'est que l'industrialisation est une option pour les pays, notamment les pays sous industrialisés, pour favoriser leur développement économique. D'où, la nécessité de s'industrialiser pour une optique de croissance : création d'emploi, augmentation des revenus, disposition de l'appareil de production qui permet de développer les autres secteurs et de développer la capacité nationale de répondre aux besoins sociaux ainsi qu'élever la productivité du travail pour permettre l'accumulation. Si on se réfère à la définition de développement proposée par cet auteur en 1961, le développement est « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rende apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global ». La combinaison des deux définitions de cet économiste français c'est-à-dire la définition de l'industrialisation et la définition du développement signifie que

¹¹ Lalao RAJAOSON « cours d'économie industrielle, 4^{ème} année en sciences économique et social, université d'Antananarivo

¹² F. TEULON, « Dictionnaire d'histoire, économie, finance et géographie », Presse Universitaire de France

l'industrialisation devrait entraîner le développement et qui doit être aussi engendré par la population elle-même. La finalité générale du développement est l'amélioration de condition de vie de la population.

2) **REVOLUTION INDUSTRIELLE :**

Le terme « révolution industrielle » a été utilisé pour la première fois par F. ENGELS (1820-1895), dans Socialisme utopique et socialisme scientifique (1880). IL est sera ensuite popularisé par les historiens A. TOYNBEE, P. MANTOUX (révolution industrielle au 18^{ème} siècle, 1905). Le sens le plus souvent attribué à la « révolution industrielle » désigne une longue période de transformation qui s'est produite en Angleterre à la fin des 18èmes siècles, avant de s'étendre aux autres pays européens puis aux Etats- Unis au milieu des 19èmes siècles, et au Japon après 1870. Elle est liée également à la transformation des principales sources d'énergie (dont le charbon) qui a conduit au développement de l'industrie charbonnière et à la révolution des transports ferroviaires .C'est aussi l'introduction du machinisme dans le secteur textile qui a déclenché une industrialisation plus générale d'où le bouleversement des structures économiques et sociales en Angleterre.

Dans une perspective différente, on peut distinguer plusieurs révolutions industrielles :

- La première à la fin du 18^{ème} siècle (coton, fonte, charbon, machine à vapeur) ;
- La deuxième se déroule un siècle plus tard (acier, électrometallurgique, chimie organique, produits de consommation, pétrole électricité) ;
- La troisième débiterait dans les années 1970 et 1980 (électronique, informatique, télécommunications qui conduisent aux nouvelles technologies de l'information).

Selon J.-P. RIOUX, (la Révolution industrielle 1780-1880, 1971), la « révolution industrielle » est considéré comme « le démarrage d'une croissance d'un type nouveau, auquel correspondent des nouveautés techniques (...). La révolution industrielle accomplit le processus de formation du mode complet de production capitaliste. Elle marque une étape décisive de transition à partir d'un stade incomplet précapitaliste vers un stade où les caractéristiques fondamentales du capitalisme s'imposent : progrès technique continu, capitaux mobilisés en vue d'un profit, séparation plus nette entre une bourgeoisie possédant

les moyens de production et les salariés ». L'expression « révolution industrielle » désigne donc une coupure profonde (technique, social, économique,...) par rapport aux systèmes de production antérieur. L'expression « révolution industrielle » désigne donc : d'une part, une coupure profonde (technique, économique, sociale, etc.) par rapports au système de production antérieur mais ne signifie pas seulement mouvement qui a été rapide et d'autre part, un secteur d'activité prédominant l'industrie mais les mutations pendant cette période touche également l'agriculture, les moyens de production, les transports, etc.

C) LA CROISSANCE ECONOMIQUE :

1) DEFINITIONS :

La croissance économique est un processus quantitatif se traduisant par l'augmentation, au cours d'une longue période, d'un indicateur représentatif de la production de richesse d'un pays.

Pour F. PERROUX, (1903-1987), « la croissance est premièrement un mouvement ascendant de certaine grandeurs économique (PIB, PNB,...) qui se caractérise par la durée (longue période). Deuxièmement, un phénomène largement irréversible auto-entretenu se traduisant par des modifications cumulatives des conditions de production (progrès technique). Troisièmement, un mouvement de transformation structurel réparable par des mutations structurelles réposables par des mutations sectorielles par des mutations sociales ».

Il faut distinguer le phénomène de croissance d'un certain nombre de concepts :

-**La croissance** est différente **de l'expansion**, qui désigne l'augmentation du PIB (ou PNB) en volume mais au cours d'une courte période, qui est davantage utilisé dans l'analyse des fluctuations et des cycles.

-**La croissance** doit être distinguée **du progrès économique**. En effet, selon F. PERROUX, le progrès économique est, « une évolution des sociétés se traduisant par l'augmentation des revenus réels de la population et une amélioration de ses conditions de vie, plus particulier, en matière de sécurité, de liberté, d'éducation, de santé,... » D'après cette conception, le progrès économique est aussi un progrès social. Certains auteurs disjoignent ces deux formes de progrès : le progrès économique se traduit la hausse du revenu réels ; le

progrès social, par l'amélioration des conditions de vie). Ainsi, la croissance économique peut ne pas se traduire par le progrès économique.

-**La croissance** doit être enfin distinguée **du développement économique**¹³. F.PERROUX en 1961, ne souligne que le « développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rende apte à faire croître cumulativement et durablement son produits réels globales ». Cette définition implique deux effets principaux : si la croissance peut se réalisé sans forcément entraîner le développement (partage très inégalitaire des richesses, captation des fruits de la croissance par des élites au détriment du reste de la population), il y a de même une forte interdépendance entre croissance et développement. Ce dernier est source de croissance et nécessite une accumulation initiale. D'où, il ne faut pas confondre la croissance économique et le développement car le développement est un phénomène quantitatif de transformation sociétal (éducation, santé, ...) alors que la croissance est seulement un phénomène quantitatif d'accumulation de richesse.

2) Mesure de croissance économique :

L'indicateur le plus utilisé pour mesurer la croissance de l'économie nationale est le PIB. Cet agrégat se définit comme étant la somme des valeurs ajoutées par les unités résidentes. L'évaluation des opérations est effectuée en terme bruts (les amortissements inclus). La croissance est mesurée à partir des taux de croissance annuels du PIB en volume (c'est à dire à prix constants).

a) Calcul du PIB :

Le PIB est un agrégat macroéconomique qui sert à mesurer la performance économique de la nation. Pour évaluer la production d'un pays, on calcule son PIB. On peut calculer le PIB selon trois approches¹⁴ : approche de production, Approche sur le revenu et approche de la demande :

- Approche de production :

Selon cette approche, le PIB est la somme de valeurs ajoutées des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activités. La valeur ajoutée est la valeur mensuelle créée dans le processus de la production obtenus par la différence entre la

¹³ P. Deubel, « Analyse économique et historique des sociétés contemporaines, PEF, 2008

¹⁴ Fanjava REFENO : cour de macroéconomie, 1^{ère} années en science économie et social, Université d'Antananarivo

production et la consommation intermédiaire. Elle représente la valeur nouvelle créée au cours du consensus de production. (**PIB = P – CI**).

- Approche par le revenu :

Selon l'approche par le revenu, le PIB est la somme des revenus distribués aux agents économiques qui ont contribué à la création de la richesse c'est-à-dire que le PIB est la somme des rémunérations des salariés (Rs), du revenu mixte (Ym), des Excédents Brutes d'Exploitations (EBE), des impôts (Imp) et taxes indirect (T ind) et moins les subventions d'exploitations (SE). **PIB = (Rs + Ym + EBE + Imp + T ind) – SE**

- Approche de la demande :

D'après cette approche, le PIB représente la valeur des biens et services produits par des unités résidentes et disponibles pour les emplois finals.

Selon l'équilibre général ressources emplois, le PIB est la somme de la demande intérieure et du solde extérieur. **PIB = (CF + FBCF + VS) + (X - M)**

(CF + FBCF + VS) : la demande intérieure

(X - M) : le solde extérieur

Avec

M : importations

CF : Consommation Finale

FBCF : Formation Brute de Capital Fixe (investissement)

X : exportation

VS : Variation de Stocks

b) Utilité du PIB :

Non seulement, cet indicateur permet d'évaluer la production mais il sert également à la Banque Mondiale de classer les pays selon leur niveau PIB ou PNB par individu. Ainsi, à l'aide du PIB de chaque pays, la banque mondiale avait classé les pays en trois catégories à savoir:

- **Les pays à faible revenu (moins de 905 dollar/ habitant)¹⁵.**

Dans cette classification on y trouve 53 pays et en majorité des pays pauvres africains et asiatiques comme le Mali, Mauritanie, Népal,...

- **Les pays à revenu intermédiaire subdivisées en une tranche inférieure et une tranche supérieure (entre 906 et 11115 dollar par ans).**

Dans la tranche inférieure (entre 906 et 3595 dollar) regroupe 55 pays composé d'autre PED d'Afrique et d'Asie comme l'Algérie, Sri Lanka,....Pour la tranche supérieure (entre 3595 dollar et 11115 dollar) qui regroupe 41 pays à savoir : le Brésil, l'Argentine, la Hongrie,...

- **Les pays à revenu élevé (plus de 11115 dollar).**

Dans cette dernière classification, 60 pays la composent comme le Moyen Orient, le Koweït, Corée du sud,....

c) Critique :

L'indicateur du PIB est sujet de nombreuses critiques car c'est un indicateur imparfait de mesure de la production de richesse d'un pays plus précisément de mesure de la croissance économique.

La mesure de la production en volume suppose un déflateur c'est-à-dire un indice de prix par lequel on va diviser l'indice de la production en valeur pour obtenir un indice de la croissance en volume. Cela pose tout le problème de la construction des indices de prix.

L'ensemble des activités de production ne sont pas enregistrées par le système de statistiques des Etats. En effet, une partie des biens et des services produite comme l'économie informelle est mal vérifiée, ou même non vérifiée par cet indicateur ce qui occasionne une perte de données pour la statistique. Ces problèmes revêtent une importance dans les pays du Tiers Monde.

¹⁵ Donnée de 2006

3) Facteurs de la croissance économique :

La croissance économique est l'accroissement du PIB. La croissance économique peut être négative, par exemple en période de récession économique¹⁶.

D'après l'analyse économique des facteurs de la croissance, la croissance provient de différents facteurs à savoir : le facteur capital (K), le facteur travail (L). Certains auteurs (J.J. CARRE, DUBOIS et E. MALINVAUD s'inspirant des travaux de l'économiste américain DENISON)¹⁷ ont montré qu'à côté des facteurs traditionnels (capital et travail), il existait un autre facteur de la croissance qui est le progrès technique (H). Pour eux, ce troisième facteur de croissance est associé à des processus d'innovation et des perfectionnements techniques ; à l'amélioration de la qualification et de l'instruction ; et au perfectionnement de l'organisation de la production. Ces auteurs ont donc cherché à dynamiser la fonction de production macroéconomique traditionnelle. L'écriture de la fonction de production est sous la forme : $Y = f(K, L, H)$.

La disposition de ces facteurs de production varie selon les pays. Dans les pays développés, le facteur capital est abondant. Contrairement aux pays développés, les pays en développement le facteur capital est rare mais ils disposent plus de facteur travail. Ces facteurs de productions déterminent la spécialisation des pays dans la production des biens pour lesquels ils sont les plus efficaces c'est-à-dire dans lesquels ils disposent d'avantages comparatifs. (Théorie HOS)¹⁸

Section 2: Débats théoriques sur les différentes stratégies de développement pour aider les PED de sortir du sous-développement :

A) Les causes du sous-développement des pays en développement :

L'origine du sous-développement a fait l'objet de controverses théoriques importantes dans la seconde moitié du XXe siècle et les explications du sous-développement sont nombreuses. Nous en évoquons trois ici.

¹⁶ Récession économique désigne un phénomène de ralentissement de la production. Elle peut concerner une série de statistique longue ; le rythme moyen de croissance en longue période

¹⁷ A. BEITONE, A. CAZORIA, « Dictionnaire des sciences économiques », Armand colin

¹⁸ Théorie qui stipule que les pays doivent se spécialiser dans la production des biens, ici on ne raisonne plus en termes de produits mais en termes de facteurs de production.

1) Le sous-développement comme conséquence de la colonisation :

● La colonisation est un des facteurs du sous-développement. Pour le courant tiers-mondiste, en particulier, met en accusation le passé colonial des PED. En effet, la majorité des PED sont d'anciennes colonies. Pour ce courant, d'une part, les PED ont hérité d'une structure économique et sociale désarticulée du fait que les pays colonisateurs ont orienté leur production en fonction de leurs propres besoins. Par exemple, dès le XIX^e siècle, la Grande-Bretagne a imposé à l'Inde de se spécialiser dans la production et l'exportation de coton brut vendu aux entreprises anglo-saxonnes et l'importation de cotonnade (produit transformé) et d'autre part, les PED ont aussi une structure économique déséquilibrée caractérisée par la domination du secteur primaire peu productif et une très faible industrialisation. Leur production est peu diversifiée, leurs exportations sont fort dépendantes de l'évolution des cours mondiaux.

Ainsi, la colonisation a empêché le processus de révolution industrielle dans les colonies. Cependant, il ne faut pas faire retomber toute la responsabilité du sous-développement sur la colonisation car il existe certains pays qui n'ont jamais été colonisés mais qui sont des PED comme l'Éthiopie et certains pays développés qui ont été colonisés comme le Canada et Australie.

2) Le sous-développement comme conséquence de l'impérialisme :

D'abord, il existe un débat théorique sur le capitalisme. Certains auteurs affirment que pour se développer, il faut l'accumulation du capital et d'autre stipule que le sous-développement est engendré par l'impérialisme causé par le modèle économique capitaliste.

● Pour l'économiste et sociologue allemand **Max Weber**, dans son livre intitulé « L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme », (1905), il a démontré que pour s'épanouir et se développer, les relations marchandes nécessitent l'apparition et la généralisation d'un « esprit capitaliste » qu'il va définir comme la recherche par des moyens rationnels de l'accumulation de toujours plus d'argent c'est-à-dire de l'accumulation du capital.

● Par contre, pour les économistes néo-marxistes, ils ont radicalisé dans les années 1960-1970 l'analyse centre-périphérie en développant la notion de dépendance dans le cadre d'une théorie de l'impérialisme des pays développés sur les pays du Sud. Cette théorie est

déjà proposée par Lénine dans son livre intitulé *l'état suprême du capitalisme*. Pour l'économiste égyptien Samir Amin (*Le Développement inégal*, 1973), le modèle économique capitaliste est aussi l'origine du sous-développement. En effet, il considère que le sous-développement des pays du Sud (la périphérie) est produit par l'accumulation du capital des pays du Nord (le centre) car les PED sont dominés dans le rapport économique mondial et c'est cette domination qui organise leur sous-développement.

La relation de dépendance de la périphérie vis-à-vis du centre est un héritage du développement du capitalisme mondial basé sur une structure coloniale, dont les firmes multinationales implantées dans les pays du Sud seraient les héritières (exploitation des ressources naturelles et de la main-d'œuvre locale au profit des consommateurs du Nord). Cette relation de dépendance assure le transfert des richesses du Sud vers les pays du Nord, permettant le processus d'accumulation capitaliste des pays développés.

Autres facteurs ont été aussi accusés d'être responsable du sous-développement des PED tels que :

3) Le sous-développement comme conséquence d'une faible insertion dans le commerce internationale :

Depuis la fin des années 1960, l'analyse libérale considère que le sous-développement est causé par une trop faible insertion dans le commerce international et la voie du développement passe par la spécialisation des exportations.

Pour les libéraux, les PED doivent se spécialiser dans la ou les productions où ils disposent d'un avantage comparatif. Cette analyse s'appuie sur la théorie néoclassique du commerce international de David Ricardo et du théorème HOS qui précise que l'avantage comparatif dépend des facteurs de production: main-d'œuvre, ressources naturelles, capital technique... La participation au commerce international par l'intermédiaire de la spécialisation est donc la voie du développement car elle sera avantageuse pour le PED comme pour ses partenaires commerciaux. Leur raisonnement s'appuie sur les exemples réussis de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande.

Par contre, le théorème HOS a des limites du fait qu'il a été critiqué d'être responsable d'accentuer l'écart existant entre les PD et les PED.

B) Les différentes stratégies de développement pour aider les PED de sortir du sous-développement :

Pour sortir les pays pauvres du sous-développement, plusieurs courants théoriques et plusieurs auteurs s'opposent sur les blocages qui expliquent leur situation.

1) L'industrialisation et la participation au commerce international :

Le courant libéral considère que pour sortir du sous-développement, les PED doivent favoriser leur industrialisation et leur participation au commerce international. Cette participation au commerce international par l'intermédiaire de la spécialisation est donc la voie du développement car non seulement elle permet à ses pays de démarrer leur économie mais elle permet également de combler leur retard de développement. D'après ce courant, l'industrialisation c'est-à-dire le développement des activités industrielles est aussi un des moyens les PED de sortir du sous-développement.

2) L'accumulation du capital :

Certains auteurs classiques, comme **Max Weber** par exemple stipule que pour sortir du sous-développement, il faut l'accumulation du capital¹⁹. En effet, les relations marchandes nécessitent d'un facteur dynamique et ce facteur dynamique est le capital. Alors, pour ce capitaliste, la richesse est produite par le travail qui est mobilisé par le capital.

3) Rejet de la théorie classique « accumulation du capital » :

Contrairement à cela, d'autre auteur rejette cette théorie classique qui stipule que les pays se développent par l'accumulation du capital et que le sous-développement est entraîné par la colonisation qui se manifeste d'une autre manière. En effet, la plupart des pays surtout les PED est colonisé systématiquement et financièrement. Ils sont colonisés

¹⁹ DEUBEL P. Les caractéristiques du sous-développement, Pearson Education France – Analyse économique et historique des sociétés contemporaines, 2008

systématiquement du fait que leur système n'est pas géré par eux même et ils qu'ils n'ont pas d'initiative financière. « Les nations ne se développent pas par le capital, ni à titre principal par les entreprises privées, encore moins par le recensement à leur initiative financières pour attirer les investissements des autres...Elles se développent d'abord sous l'égide de l'Etat, par l'exercice de la souveraineté (de la liberté), de la création monétaire, la gestion du système, la politique dynamique, le mercantilisme, le rejet des mercantilismes des autres ... »²⁰.D'après cela, la première condition qui amène le développement est donc la « liberté ». Il faut un Etat Libre et souverain, il faut prendre en main le contrôle du système et avoir de l'initiative financière. Donc, la richesse est produite par le travail, lequel est mobilisé par la monnaie sous exigences d'un système géré centralement par l'Etat.

Voilà ce qui concerne le premier chapitre basé sur la définition des différents concepts de base et les différentes stratégies proposées par les divers auteurs et les divers courants pour que les PED puissent se développer, et ces pays doivent bien choisir avant d'opter la stratégie la plus efficace pour parvenir à réaliser son objectif. L'industrialisation est une des stratégies proposées pour se développer. Et elle concerne notre thème. Ainsi, quels sont donc les approches théoriques de l'industrialisation et de la croissance économique ?

CHAPITRE II: APPROCHE THEORIQUE SUR L'INDUSTRIALISATION ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE.

Dans cette deuxième chapitre, il est nécessaire en premier lieu de parler des arguments sur le choix de l'industrie et/ou l'agriculture afin de connaître que pour se développer, est-il bénéfique d'accorder des priorités à l'agriculture pour le développement de l'industrie ou bien qu'il est préférable d'accorder des priorités à l'industrie au détriment de l'agriculture ou encore est- il n'est nécessaire de faire un choix entre les deux ? En second lieu, il est aussi nécessaire de parler les théories qui lient l'industrie et la croissance économique à savoir : la théorie de modernisation de Rostow ; La théorie du surplus de main d'œuvre d'Arthur Lewis ; et La théorie de la croissance endogène. En troisième lieu, connaître les stratégies d'industrialisations existantes qui pourrait servir de guide et d'exemple pour les pays qui veulent les appliqués pour s'industrialiser.

²⁰MANDRARA, T. E., Court Traité du Développement- Plein Sud, Economie et Innovation, l' Harmattan

Section 1: ARGUMENTS SUR LE CHOIX DE L'INDUSTRIE ET/OU L'AGRICULTURE :

L'industrialisation est un processus qui entraîne la croissance de l'industrie (secteur secondaire) et le recul de l'agriculture. La priorité accordée à l'industrie, souvent au détriment de l'agriculture, s'explique pour divers raisons : croissance plus rapide, création d'emplois. Ainsi, l'apparition de plusieurs débats à l'origine de des questions suivantes : Le pouvoir de l'industrialisation d'assurer le développement accélérer est évident ? Il faut se demander si ce rôle moteur a à jouer est unique, L'agriculture ne pourrait-elle avoir la même fonction ?²¹

A) Priorité accordé à l'agriculture :

Pour les agro-centristes, ils affirment que l'agriculture est la condition préalable de l'essor industriel et ce pour trois raisons :

-Les progrès de l'agriculture sont nécessaires pour dégager un surplus alimentaire permettant de subvenir aux besoins de la population industrielle.

-Le développement agricole augmente le revenu des paysans permettant de dégager une épargne qui conduit aux financements des investissements industriels d'une part et d'autre part, entraîner une augmentation de la demande de produits industriels atténuant les inconvénients dus à l'étroitesse du marché intérieur.

-Les exportations de produits agricoles permettent de financer l'importation des biens d'équipements nécessaire au développement industriel.

MARX et ROSTOW sont deux auteurs qui défendent l'idée que le secteur agricole peut amorcer le développement industriel en dégageant un surplus nécessaire à la croissance.

D'après ROSTOW en 1962, « ceux qui importent plus c'est de faire en sorte que toutes les innovations dont on a pas encore tiré parti serve à mettre en valeur la terre, les ressources naturelles où il sera possible d'accroître rapidement la production ». Cela signifie que grâce au progrès technique , l'agriculture peut dégager un surplus nécessaire à la croissance .Pour lui, le rôle du l'agriculture ne se limite pas seulement sur le fait d'assurer

²¹ A. Vanhaeverbeke « les problèmes des pays en voie de développement » 1984

une sécurité alimentaire lors d'une augmentation de la population ni de la formation d'une demande effective pour atteindre une consommation de masse mais essentiellement dans la formation des revenus excédentaires constituant le capital nécessaire à la mise en place du secteur industrielle.

Dans la pensée marxiste, le changement de propriété favorise la révolution agricole. Cette dernière a non seulement des répercussions sur l'industrie mais également la création du marché interne pour le capital industriel de l'Angleterre. Marx explique que le changement de la propriété en Angleterre au 15^{ième} siècle a favorisé la révolution agricole et celle-ci a favorisé à son tour le processus d'industrialisation.

B) Priorité accordé à l'industrie :

Pour les industrio-centriste, l'industrialisation est prioritaire pour le développement. En effet, l'industrialisation joue un rôle révolutionnaire dans la mesure où elle fait éclater les mentalités industrielles, elle introduit le progrès technique, le comportement économique rationnel, les formes de vie urbaine plus vite que l'agriculture. Par ailleurs, la production agricole fait face à plusieurs problèmes : elle est réalisée sur des surfaces limitées, elle est dépendante des conditions naturelles et le rythme de progrès technique y est lent, alors que la production industrielle bénéficie d'un progrès technique rapide et ne souffre pas d'aucune limitation industriel. En plus, la demande de produits agricoles marque un fléchissement sensible par rapport à la demande de produit industriels. Mais l'argument le plus couramment utilisés en faveur de l'industrialisation est lié à l'absorption de mains d'œuvre excédentaire. Seule la croissance de l'industrie peut fournir un emploi productif à la masse des chômeurs et ceux des nouveaux venus sur le marché de travail.

C) Position intermédiaire :

Pour la position intermédiaire, il apparaît à certains auteurs qu'il ne faut pas nécessairement choisir entre industrie et l'agriculture. Le tout sera à faire de dotation en facteur de production. On peut croire, en effet, par exemple que là où règne un chômage déguisé massifs, l'industrialisation doit venir en premier lieu pour libérer l'agriculture du poids improductifs.

Si au contraire, il n'y a pas de sous-emploi rural, le transfert de la main d'œuvre vers l'industrie amènerait une réduction de la production agricole, là les progrès de la productivité agricole constitueront le premier objectif qui conduira le succès de l'industrialisation.

Section 2: LIEN EXISTANT ENTRE L'INDUSTRIE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUES :

Il existe plusieurs théories qui lient l'industrie et la croissance économique tels que: la théorie de modernisation de ROSTOW²², la théorie du surplus de main d'œuvre d'Arthur Lewis et la théorie de la croissance endogène.

A) THEORIE DE MODERNISATION DE ROSTOW :

Selon W. ROSTOW²², spécialiste des problèmes de développement, toutes sociétés passent par les cinq étapes suivantes en succession :

- La société traditionnelle ou société primitive ;
- La phase de condition préalable au décollage ;
- Le décollage ou TAKE OFF ;
- La marche vers la maturité ;
- L'ère de la consommation de masse.

Walt ROSTOW étudie dans les étapes de croissances économiques que ces stades permettent à une économie de s'industrialiser. Il montre qu'en l'absence de mutations socioculturelles les mutations économiques sont insuffisantes pour provoquer le décollage industriel.

-La première étape est nommée société traditionnelle puisque l'activité principale de la société est dominée par l'agriculture. L'économie est caractérisée par l'utilisation des techniques obsolètes ou rudimentaires. Ainsi, la production est médiocre et limitée. La plupart des pays en développement est coincé dans ce stade.

-Ensuite, grâce au progrès technique tel que la découverte de nouvelles techniques, l'activité agricole peut dégager un surplus nécessaire à la croissance. D'après ROSTOW, « Ceux qui importe plus c'est de faire en sorte que toutes les innovations dont on a pas encore tiré parti serve à mettre en valeur la terre, les ressources naturelles où il sera possible d'accroître rapidement la production ». Donc les conditions préalables au démarrage se créent au sein de la société traditionnelle. Avec les innovations, il est possible de valoriser les ressources disponibles dans un pays.

²² W.W. Rostow, Les étapes de la croissance économique (éd. Française, Le Seuil, 1962).

-La troisième étape consiste à un décollage. ROSTOW affirme que tous les pays suivent le même processus de développement (thèse qualifiée de « diffusionnisme ». Seul le moment du décollage « take off » diffère. La révolution agricole est présentée comme préalable à la révolution industrielle. En effet, parmi les conditions nécessaires du décollage, l'agriculture mobilise l'épargne pour constituer un niveau d'investissement. Dans cette troisième phase, l'utilisation des nouvelles technologies dans l'activité agricole entraînera des externalités positives dans les autres secteurs d'activités. Cette situation entraînera un accroissement du revenu et améliorera le niveau de vie de la population. Cette deuxième étape est marquée par la croissance de la productivité agricole qui est une condition préalable à l'apparition du capital industriel.

-Dès que le décollage est achevé, l'économie va poursuivre la marche vers la maturité, le progrès en matière de recherche technologique n'ont pas cessé, menant de meilleure capacité productive.

-C'est la maturité qui conduit à l'ère de la consommation de masse caractérisée par le développement de la production de biens de consommation et de service durable. Les étapes de croissance sont en fait les étapes de développements.

Selon ce schéma général de l'évolution des sociétés, les pays en développement se trouvent en retard par rapport au pays développés. Certains obstacles, essentiellement économiques (épargne, investissement) et socioculturels freinent le développement, mais l'analyse est optimiste : le retard se comblera ; Il suffirait de prendre en modèle les pays en avance pour progresser sur la voie de développement. Plusieurs critiques ont été adressés à cette analyse. En effet, pour ROSTOW le sous-développement est tout simplement synonyme de retard, L'étape de la société traditionnelle une fois franchie, toutes sociétés passera obligatoirement par les autres étapes.

B) LA THEORIE DU SURPLUS DE MAIN D'ŒUVRE D'ARTHUR LEWIS.

L'idée central du modèle de LEWIS est que dans le secteur traditionnelle, il existe un excédent de mains d'œuvre qui devrait être transférer dans le secteur moderne. C'est-à-dire que pour lui, le développement industriel se caractérise par un processus continu de

réaffectation des travailleurs en surnombre de l'agriculture considéré comme le secteur traditionnel vers l'industrie considéré comme le secteur moderne et créateur d'emploi productifs²³.

Cette théorie d'A. LEWIS est donc basé sur l'étude sectorielle de l'économie des pays. En effet, LEWIS montre que le problème réside dans l'existence de deux secteurs différents, le secteur traditionnel d'un côté et le secteur moderne de l'autre côté. Cette situation est appelée le dualisme sectoriel.

S'agissant de la société traditionnelle, elle se caractérise par une faible productivité. Cette faiblesse est due aux méthodes et techniques utilisées dans le processus de production. En effet, les agents économiques ont tendance à utiliser des techniques traditionnelles c'est-à-dire des techniques archaïques et rudimentaires entraînant de mauvais rendements et par conséquent le revenu par tête de la population est faible à cause de la médiocrité des rendements. Or, la majorité de la population se concentre dans cette société. C'est pourquoi des pays comme les PED se trouvent coincé dans son état de sous-développement.

A côté de la société traditionnelle, il y a la société moderne. Dans cette société, la productivité est forte. Cela est dû à la modernité des moyens et méthodes de productions utilisées. Cette société doit être appuyée par le secteur agricole pour soutenir le développement industriel du pays. De plus, sans le secteur agricole le secteur moderne c'est-à-dire l'industrie ne peut pas à elle seule de développer le pays.

C) THEORIE DE LA CROISSANCE ENDOGENE

Cette théorie met en évidence quatre facteurs principaux qui influent le taux de croissance d'une économie à savoir : le capital physique, la technologie, le capital humain et le capital public.

- Le capital physique :

Pour ROMER, un des théoriciens des nouvelles théories de la croissance, il a renouvelé l'analyse de l'investissement comme facteur de croissance économique. En 1986, il propose un modèle sur les phénomènes d'externalité entre les firmes : en investissant dans de nouveaux équipements, l'investissement réalisé par la firme a un double effet : grâce à cet investissement, non seulement la firme se donne les moyens d'accroître sa propre production mais également cet investissement aura un impact sur la productivité des autres firmes sur le

²³ M. VERNIERES, Economies du Tiers- Monde, Ed, ECONOMICA, 1991

marché par le phénomène d'externalité technologique. L'investissement dans de nouvelles technologies est le point de départ de nouveaux apprentissages par la pratique : amélioration des équipements en place, travaux d'ingénierie, augmentation des compétences des travailleurs qui nécessite la formation de la main d'œuvre pour l'acquisition des nouveaux équipements. Cela améliore la productivité de la firme et le niveau de vie des travailleurs car ce sont les travailleurs les mieux qualifiés qui sont les mieux payés. On peut dire alors que les investissements en capital physique sont favorables à l'accumulation du capital humain.

- La technologie :

Selon ROSENBERG, la technologie est « un ensemble de connaissances relatives à certains types d'évènements et d'activités associés à la production et à la transformation de matériaux »²⁴. Pour lui, en investissant dans la recherche /développement est bénéfique pour les entreprises car ils sont à l'origine de biens et services nouveaux, protégés par des brevets et par conséquent sources de revenus pour les innovateurs. C'est l'accumulation de connaissances nouvelles, issues des connaissances anciennes et de la recherche qui fait progresser la technologie et donc de la productivité. Le progrès technique peut être donc perçu soit sur la création de nouveaux produits, soit sur l'accroissement de la productivité.

- Le capital humain :

Le capital humain a été mis en évidence par deux économistes de l'école Chicago, Th. SCHULTZ et G. BECKER et est au centre des recherches menés par R. LUCAS. Le capital humain désigne l'ensemble des capacités apprises par l'individu qui accroissent son efficacité productives. La réussite de toute politique de développement repose sur l'existence d'un stock de capital humain disponible dans l'économie. Chaque individu est en effet « propriétaire » d'un certains nombres de compétences qu'il valorise en les vendant sur le marché de travail. Alors, l'accumulation du capital humain est corrélée à la qualité du système éducatif et de la formation professionnelle. Mais il ne faut pas ignorer l'effet de la répétition des activités effectuées par la main d'œuvre au cours du processus de production. Pour les théoriciens de la croissance endogène, la répétition d'une même action de façon similaire est une source d'apprentissage pour la main d'œuvre en améliorant son exécution.

²⁴ GUELLIC, Dominique, RALLE, Pierre, Les nouvelles théories de la croissance, la Découverte, 4ème édition, 2001

- Le capital public :

Le capital public est « l'ensemble des infrastructures de communication et de transports »²⁵. Elles sont au cœur du modèle élaboré par R.J. BARRO.

Le capital public n'est qu'une forme du capital physique qui résulte des investissements opérés par l'Etat et les collectivités locales. Le capital public comprend donc également les investissements des secteurs de l'éducation et de la recherche. La croissance du secteur privé repose donc sur ces infrastructures publiques. Mais la réalisation par l'Etat de ces infrastructures dépend aussi du versement par le secteur privé des différentes taxes et impôts.

Section 3: LES STRATEGIES D'INDUSTRIALISATIONS :

Il y a trois types de stratégies d'industrialisations à savoir : Industrialisation par substitution des importations ; Industrialisation par substitution des exportations et Industrialisation par les industries industrialisantes.

A) INDUSTRIALISATION PAR SUBSTITUTION DES IMPORTATIONS (ISI):

L'Industrialisation par Substitution des Importations est une stratégie basée principalement sur le théorème de R. PREBISH, théoriciens structuralistes de commissions économiques.

Par définition, « l'ISI est une stratégie de développement qui consiste à produire localement les biens qui, précédemment, étaient importés. Cette stratégie permet d'économiser les devises, de réduire la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur, de renforcer le potentiel productif national pour parvenir à un développement autocentré. Elle s'inscrit la plupart du temps dans une logique de remontée des filières²⁶ c'est-à-dire que les

²⁵ Idem

²⁶ La remontée de filières est une stratégie consistant, à partir de la production d'un produit donné, à développer progressivement sur le territoire national l'activité d'unités de production intervenant en amont de la production de ce produit, constituant de ce fait une filière de production composée d'activités productives complémentaires. Enfin, les importations des biens d'équipements et des biens intermédiaires se sont augmentées car ses biens sont nécessaires à la production.

productions locales doivent d'abord concerner les biens de consommations (industrie légère), puis se tourner vers la production de biens intermédiaires et enfin de biens d'équipements»²⁷

Dans l'application de l'ISI, l'Etat joue un rôle très important. En fait, l'Etat mène une politique douanière car la mise en place de cette stratégie nécessite presque mécaniquement des mesures protectionnistes pour limiter les importations, pour protéger les industries « dans l'enfance » et de les aider en leur donnant des subventions pour qu'ils puissent résister aux chocs externes et internes jusqu'à ce qu'elles acquièrent une base solide.

Cette stratégie d'industrialisation s'appuie sur la notion « protection des industries naissantes » de FRIEDRICH List (1798-1846). D'après lui, il est nécessaire d'adopter ce qu'on appelle « protectionnisme éducateur » qui est un protectionnisme temporaire et qui s'applique à certains secteurs d'activités industrielles. L'objectif est de permettre à ces secteurs d'atteindre un niveau de développement satisfaisant pour pouvoir par la suite affronter la concurrence étrangère, pour orienter la demande intérieure vers la production nationale. L. FRIEDRICH ²⁸ a avancé cette thèse du protectionnisme éducateur puisque qu'il constate que les pays en développement font face à d'énormes problèmes à savoir : l'insertion des pays en développement dans le marché mondial ne favorise pas leur développement. En effet, s'intégrer dans le commerce international sans avoir une base solide et une protection peut soumettre les industries domestiques à une très forte concurrence étrangère qui pourrait exercer des conséquences catastrophiques pour le pays et que le libre-échange annihile tout effort de développement des jeunes nations mais favorise le développement des pays plus évolués. Pour cet auteur, le protectionnisme éducateur doit être temporairement, il est limité dans le temps. La protection des industries est terminée lorsqu'ils atteignent un certain degré de maturité après ils peuvent s'intégrer dans le marché mondial sans dangers.

L'ISI a été mise en œuvre pour la première fois en Amérique Latine dès les années 1930 et c'est seulement à la fin des années cinquante qu'elle s'étend dans d'autres pays tels que : en Afrique, en Inde, en Egypte,...

Pour Jean Bernard MAHARO, cet auteur a souligné ce fait industriel dans le passage suivant : « La théorisation économique des objectifs était tout prête en Amérique Latine, il s'agissait au départ de palier au raté du commerce international ; En Afrique, l'intention politique s'est transformé en voie de développement consistant à promouvoir des industries

²⁷ A. BEITONE, A. CAZORIA, « Dictionnaire des sciences économiques », Armand colin

²⁸ <http://conte.u-bordeaux 4.fr>

locales de manière à réduire les importations .Impose par le fait au départ, les industries de substitutions étaient exigés en système» L'intérêt de ce passage réside dans le fait qu'il montre les contextes historiques différent dans lesquels sont apparus les industries de substitutions en Amérique Latine et par la suite en Afrique .De plus, les modalités de l'implantation de ses industries en Afrique différaient beaucoup de celle rencontré en Amérique Latine. En effet, en Afrique, cette implantation s'est effectuée à la demande du gouvernement en promulguant un code d'investissement dans le but d'encourager la venue des entreprises étrangères par contre en Amérique Latine cette implantation industrielle résulte d'une décision interne aux FMN.

Résultats :

Les résultats de cette stratégie d'industrialisation par substitution des importations sont multiples à savoir :

D'abord, l'adoption de cette stratégie a donné de bon résultat du fait qu'elle a favorisé la croissance économique dans plusieurs pays sur une période donnée .En effet, l'accroissement du taux d'investissement a conduit à la croissance économique ainsi que la part de l'industrie dans la création du PIB et de la valeur ajoutée. Par exemple, pour le cas du Brésil, la part de l'industrie dans le PIB est passé de 10% en 1929 à 40% en 1975 et sur la période de 1960-1975, plus de 50 pays ont enregistré une croissance de 3% par ans ou plus, (Analyse de D. RODRICK, 1997, page 3-4). De plus, les barrières douanières mise en place permettent à l'Etat et aux producteurs de réaliser des gains. Pour l'Etat, il peut bénéficier plus de recette fiscale et pour les producteurs nationaux, ils peuvent réaliser plus de profit. Enfin, cette stratégie a favorisé la pénétration croissante des capitaux étrangers d'où l'implantation croissante de nombreuses FMN dans les pays qui en avaient appliqué.

Critiques:

Les résultats ne sont pas toujours satisfaisant pour les pays qui avaient adopté cette stratégie puisque non seulement cette stratégie d'industrialisation a semblé montrer son efficacité mais elle a également engendré plusieurs défaillances :

Premièrement, les différentes barrières douanières mise en place à l'entrée vont entrainer des pertes en termes de bien être pour les consommateurs. En effet, il y a diminution de surplus du consommateur puisque les produits importés sont réduits et coûtent très chère alors ils peuvent seulement consommer les produits locaux. Même si les industries nationaux

reçoivent des subventions venues de l'Etat, les barrières douanières vont les pénaliser du fait qu'ils sont obligés de supporter de coûts de plus en plus importants. L'application du protectionnisme réduit aussi la concurrence entre les entreprises, cette situation entraîne la baisse de productivité de part des entreprises et entraîne l'insuffisance de la création d'emploi.

Deuxièmement, malgré les efforts de se détacher de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur, l'importation des biens d'équipements semble entretenir cette dépendance.

Troisièmement, l'augmentation de l'implantation des filiales de FMN entraîne la faillite des entreprises nationales comme c'est qui s'est passé en Amérique Latine en 1950, mais l'existence de ces filiales entraîne aussi la sortie des capitaux à cause de rapatriement des capitaux vers les sociétés mères.

B) L'INDUSTRIALISATION PAR SUBSTITUTION DES EXPORTATIONS (ISE) :

Les limites et blocages issus de la politique de substitution aux importations ont conduit autour des années soixante-dix, des organisations telles que la Banque Mondiale à prôner le modèle d'ISE. Cette stratégie est basée sur le commerce extérieur. Il s'agit donc de promouvoir et de favoriser les industries pour lesquels, dans la division internationale du travail, il a des avantages comparatifs les plus grands. En effet, les pays du Tiers-monde disposent de mains d'œuvres abondantes et de matières premières. Cela leur permet de procurer des devises. Ce sont alors les industries d'œuvre (textile, cuir, habillement, montage,...) qui doivent être encouragées²⁹.

Critiques :

L'ouverture au marché étranger implique que les produits nationaux vont être concurrencés par les produits importés. Or, pour les pays industrialisés, leurs industries sont déjà très performantes alors que celles des pays en voie de développement sont susceptibles aux différents chocs externes. Les structures de leurs industries se différencient énormément. Dans les pays développés, les industries sont diversifiées et reliées entre elles et à forte intensité capitaliste ; ce qui fait que leurs coûts de production sont faibles. Par contre, dans

²⁹ M. VERNIERES, Economies du Tiers- Monde, Ed, ECONOMICA, 1991

les pays en voie de développement, les industries sont mal reliées, les innovations ne sont pas encore développées, les coûts de productions sont énormes. La perspective d'entrée fiscale est limitée par la faiblesse de la monnaie nationale. En effet, même si les industries sont des avantages sur les prix, les devises perçues ne combleront pas les sorties par les achats de matières premières. Cette stratégie accentue la dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

C) L'INDUSTRIALISATION PAR LES INDUSTRIES INDUSTRIALISANTES (III):

La théorie des Industries Industrialisantes a été proposée dans les années 1960 par G. Destanne De BERNIS comme stratégie d'industrialisation pour démarrer un développement autocentré. Il part du constat que certaines industries ont un rôle central dans tout processus d'industrialisation car elles se mettent en relation avec d'autres branches. Il s'agit essentiellement des branches telles que la sidérurgie, la mécanique, la chimie, les mines, les matériaux de construction, l'énergie. Ces branches assurent la fabrication de biens intermédiaires ou d'équipements à partir desquels l'économie nationale peut, à long terme, acquérir une certaine autonomie par rapport à l'extérieur. Cette stratégie d'industrialisation privilégie donc l'industrie nationale accède sur l'existence d'industrie lourde contrôlée par les sociétés nationales. Cette industrialisation basée sur l'industrie lourde est appréhendée en termes d'option (option pour une voie socialiste de développement et option pour le développement de l'industrialisation) et en termes de propriété.

Ce type d'industrialisation est inspiré du modèle soviétique des années 1930 : économie centralement planifiée c'est-à-dire que les activités économiques sont régies par la planification) et prise en charge par l'Etat (soit par la nationalisation, l'investissement publics et le renforcement des sociétés nationales. L'Algérie a opté cette voie de développement industriel à partir de 1966 qui privilégie la sidérurgie et qui consiste essentiellement à valoriser les ressources énergétique engendrant ainsi des effets d'entraînements sur l'ensemble de l'économie nationale. Ces derniers qui sont les objectifs attendus de cette stratégie est conforme à la thèse élaborée par G.D. de BERNIS .Selon lui, « le développement de ce secteur prioritaire doit produire des effets d'entraînements sur les autres secteurs et portant sur le reste de l'économie nationale »

Résultat :

-la croissance économique : en Algérie, la part de l'industrie dans le PIB avait passé de 38% en 1965 à 56% en 1981.

- L'augmentation de la production industrielle (multiplié en trois entre 1970 et 1985)

Problèmes :

Les problèmes de l'adoption de cette stratégie sont les suivant :

-Les investissements dans les industries capitaliste et à haute technologie ont alimenté la dépendance vis à vis de l'étranger.

-Cette stratégie a une faible absorption de la main d'œuvre aggravant le chômage.

- Ce choix de modèle de développement de l'industrie est très coûteuses en investissement initiale (capital) ce qui suppose d'importantes ressources financières. Or, la rentabilité financière ne peut être attendue qu'à long terme.

- L'expérience, en particulier celle de l'Algérie, a montré que le processus d'intégration de l'ensemble de l'économie à partir de ces industries industrialisantes ne s'effectuait pas facilement.

Conclusion partielle :

Dans cette première partie, force est de constater que l'analyse des différents concepts de base plus précisément de l'industrie, de l'industrialisation et de la croissance économique, et l'analyse des différentes stratégies de développement ainsi que l'analyse des différentes approches théoriques sur l'industrialisation et de la croissance ont permis d'une part, de connaître que nombreux sont les auteurs et courants qui ont montré l'importance du rôle que jouent les stratégies de développement pour sortir de la pauvreté mais les pays doivent identifier lesquels de ces stratégies sont vraies avant de l'opter. Et d'autre part, ils ont aussi permis d'enrichir la connaissance sur l'intérêt à s'industrialiser et de savoir sur l'importance que l'agriculture peut apporter pour le développement de l'industrie. D'où la naissance de plusieurs questions à savoir : est-ce que l'industrie peut contribuer à elle seule au développement de l'économie ? Ou encore est-ce que l'industrie a besoin de l'agriculture pour se développer.

PARTIE II:

LES PROBLEMES RENCONTRES PAR L'INDUSTRIE DE SAVON A MADAGASCAR.

Introduction :

Cette deuxième partie va se baser sur l'étude de l'industrie de savon. En première lieu, pour pouvoir analyser ce type d'industrie, il faut de connaître les différentes étapes de fabrication de savon et l'élaboration d'un projet de savon ainsi que sa part de contribution dans le PIB. En second lieu, il est aussi nécessaire d'identifier les problèmes auquel elle est soumise. En dernière lieu, les solutions apportées pour pouvoir enlever les sources de blocages qui entrave le développement de ce secteur mais aussi des différentes branches d'activité industriel.

CHAPITRE III: LES FACTEURS DE BLOCAGE DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR INDUSTRIEL A MADAGASCAR : CAS DE L'INDUSTRIE DE SAVON.

Avant d'étudier et analyser l'industrie de savon à Madagascar, il est nécessaire de connaître la réponse des deux questions suivantes :

- Comment fabriquer de savon ?
- Comment élaborer un projet de savonnerie ?

Section 1: Fabrication de savon et élaboration d'un projet de savonnerie :

A) Fabrication de savon³⁰ :

La fabrication de savon comporte 4 étapes à savoir :

- Traitement des huiles et corps gras ;
- Saponification ;
- Refroidissement et séchage ;
- Finition.

1) Première étape : TRAITEMENT DES HUILES ET CORPS GRAS

Il y a 4 types de traitement des huiles et corps gras :

- La décoloration :

La décoloration ou blanchissement des huiles et corps gras se fait généralement par oxydation, réalisée par chauffage de l'huile et passage d'un courant d'air chaud à haute température mais la plupart des huiles et corps gras de bonne qualité ne nécessite pas de décoloration. Seule l'huile de palme demande une décoloration dans le cas d'une fabrication de savon de toilette.

- La désodorisation :

³⁰ Production de savon 1993

Elle se fait généralement par le passage d'un courant de vapeur surchauffé (160-220°C). Le coût de la désodorisation est élevé c'est pourquoi il est indispensable de confirmer la pertinence de ce type de traitement.

- Le raffinage

Le raffinage des huiles par traitement avec des bases pour éliminer les acides gras libres est une technique couramment utilisés en huilerie.

- L'hydrogénation

Ce type de traitement se fait par catalyse ou autre procédé. La production des graines et huiles hydrogènes demande toutefois un savoir-faire technique et une expérience pratique qui se justifie difficilement dans le PED.

2) **Deuxième étape : SAPONIFICATION**

Dans cette étape il y a 4 sortes de procédés :

a) **Saponification : procédé à froid :**

Le procédé à froid est un procédé discontinu. Il consiste à ajouter graduellement aux corps gras contenus dans une cuve de saponification, la quantité de lessive de soude à plus ou moins 32% en poids juste nécessaire pour assurer la saponification complète.

b) **saponification : procédé par semi-ébullition :**

Ce procédé se distingue du procédé à froids par le chauffage, par un système de tubulures du mélange à saponifier à 70-90°C pour accélérer et compléter la réaction de saponification. Les colorants parfums et additifs sont ajoutés en fin de procédé pour éviter leurs éventuelles évaporations.

Ce procédé permet l'ajustage des quantités de soudes en cours de saponification avant le soutirage du savon brut. Il permet également le recyclage des déchets de production, une meilleure incorporation des additifs et un plus grand choix de matières premières. La saponification est généralement plus complète et le temps de maturation du savon brut en moule de refroidissements quelque peu réduit.

Ces divers avantages combinés à des cycles de production plus courts et de l'arrêt de production raisonnable font du procédé par semi-ébullition un procédé souple particulièrement bien adapté aux PED.

c) Saponification : procédé par ébullition complète :

Le procédé par ébullition complète se distingue du procédé par semi-ébullition par les diverses opérations d'extraction de la glycérine, de lavage et d'ajustage qu'il comporte après saponification. La température à laquelle le mélange est maintenu sous forte agitation est généralement plus élevée (100°C) permettant l'utilisation d'une gamme plus étendue de corps gras. Après saponification, la masse est soumise à plusieurs lavages à l'aide de saumure. Plus le lavage de la glycérine est intense, plus la teneur du savon en glycérine est faible. La concentration de l'électrolyte (lessive de soude) est ensuite ajustée et après maturation, il se forme une phase supérieure constituée du savon lisse³¹ et une phase inférieure savon nègre³².

Ce procédé permet de fabriquer une grande étendue de savons et haut de gamme mais les contraintes de volumes, d'investissement, de valorisation sous-produit et de maîtrise de technologie demandent une grande maîtrise de la technologie et de l'organisation de différentes phases de fabrication. En plus le procédé est relativement grand consommateur de main d'œuvre.

d) saponification : procédé en continu :

Ce procédé permet la fabrication de savon lisse en continu avec récupération de la glycérine. Ce procédé a généralement pour base un système de pompes doseuses qui alimentent le réacteur de saponification en matière première (corps gras, lessive de soude, eau,...) en proportion bien déterminées.

Le procédé en continu apporte une rapidité de cycle de production, gain de place et d'énergies, diminution des pertes et limitation des besoins en quantité de personnel pas la qualifié. Par contre ils ne sont généralement rentables que pour des productions supérieures à 1t/h (6000t/an), ce qui nécessite un investissement de départ important. Ils exigent de plus une grande compétence en matière de gestion industrielle et commerciale.

³¹ Le savon lisse constitue environ ¾ du mélange, contient plus ou moins 30% d'eau et une teneur en acide gras d'environ 63%, il est destiné principalement à la fabrication de savon de toilette de bonne qualité

³² Le savon nègre constitue environ ¼ du mélange, contient plus ou moins 60% d'eau et une teneur en acide gras d'environ 35%, il est utilisé dans la fabrication de savon de ménage.

3) Troisième étape : LE REFROIDISSEMENT ET SECHAGE DU SAVON.

Une fois la saponification terminée, il faut convertir le savon obtenu brut ou lisse en savon commercialisable. C'est l'étape de refroidissement et de séchage qui doit donner au produit fini la consistance et la dureté requise.

Exemple : les savons de toilettes nécessitent un séchage répété pour répondre aux normes de qualité. Le savon de ménage suit également le même circuit que le savon de toilette mais le séchage est toutefois écarté.

4) La dernière étape : FINITION

Une fois séché, le savon obtenu est dirigé vers une ligne de finition qui confiera au savon commercialisé son aspect final.

Le savon de ménage qui est généralement dans un extrudé dans la boudineuse ensuite coupé à la dimension voulue avant d'être emballé. Le savon de toilette qui nécessite une finition plus poussée. Le savon sous forme de copeaux est introduit dans un mélangeur (malaxeur) et mélangé avec les additifs colorants, parfums, charge, antioxydants. Le processus permet une homogénéisation parfaite du mélange ainsi que le changement de la structure cristalline du savon ce qui améliore ses propriétés moussantes. Après malaxage, le savon est amené dans la trémie d'une boudineuse où il est extrudé. Le savon extrudé est ensuite coupé, moulé, estampillé et emballé.

B) Elaboration d'un projet de savonnerie :

Comme tout projet industriel, une savonnerie doit, avant toute chose, s'appuyer sur un projet commercial qui vise la satisfaction de la demande en savon pour la commercialisation de produits issus de la transformation d'huiles et de corps gras.

La démarche à suivre pour élaborer un projet de savonnerie se fait en deux étapes :

1) L'étude préliminaire concernant les matières premières.

En ce qui concerne les matières premières, il faut faire l'inventaire exhaustif des quantités locales disponibles en huile coprah, de palmes ou autre corps gras, identifier les fournisseurs des matières premières que ce soient interne ou externe (importés) pour assurer

l'approvisionnement réguliers et constants(en volume, en valeur et en quantité) de l'entreprise.

2) L'étude du marché

S'agissant du marché du savon, d'abord, il faut acquérir les connaissances complète du marché sur le plan :

- **Des chiffres** : taille, valeur, clientèle, segmentation en marché rural/ urbain, quantités, prix,...
- **Des produits à vendre** : type du savon (ménage, toilette, lessive,...), qualité (pouvoir moussant,...), forme, poids, dimensions, couleur, parfum, emballages,...
- **De sa structure** : importateur, producteur, distributeur, ...
- **De son fonctionnement** : mode d'approvisionnement, système de taxation,...
- **De son évolution** : distinguer les paramètres structurels et conjoncturels qui peuvent modifier les perspectives du marché.

Puis, il faut connaître les concurrents, leur part de marché, leur capacité de réaction face à une nouvelle production. Il faut distinguer la concurrence locale (producteurs locaux, capacité de production, chiffre d'affaire, part de marché type et qualité des savons commercialisés, appréciation de la clientèle, circuit de distribution) et la concurrence étrangère (importateurs locaux et producteurs étrangers).

Enfin, il faut identifier les opportunités et contraintes qui pouvant et devront être exploités dans une stratégie de pénétration et d'acquisition de part de marché. Sur ce, il est nécessaire de connaître la clientèle, le pouvoir d'achat, sa localisation (qui achète [homme? Femme?], où, quand, quelle quantité, pour quels utilisation achète-t-il ?), il est aussi nécessaire de connaître l'image de la marque, de la concurrence,...

Ses sections précédentes doivent permettre d'identifier les ressources sur laquelle la savonnerie pourra compter et les opportunités du marché et de clarifier ainsi le projet de l'entreprise :

- Le marché visé (savon de ménage, savon de lessive, savon de toilette) ;
- La clientèle visée (population urbaine, rurale, gamme du produit) ;

- La capacité de production envisagée; objectif commercial et élément de stratégie commercial ;
- Les objectifs de production et de vente ;
- La politique de produits et les parts de marché ;...

Le marché de savon est en effet un marché de bien de commerce courant où la concurrence de savons produits sur place ou importé à bas prix est généralement très vive. C'est la raison pour laquelle, la réussite de tout projet de savonnerie dépend plus de la compétence des gestionnaires et de la qualité de la gestion opérationnelle, stratégique et commerciale que de facteur purement très souvent techniques ; de plus évolue très souvent dans un contexte technologique, économique, financier et socio-culturel très difficile. Sur un plan technique, il utilise plus qu'il n'en faut pour mettre au point une ligne de produit qui réponde au mieux, en terme de capacité et de possibilité, à des objets commerciaux clairement identifiés et raisonnables.

Section 2: LES FACTEURS DE BLOCAGE DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE SAVON AMADAGASCAR :

Actuellement, le savon se présente sous divers formes : savons durs, savon liquide, savon poudre. Base d'hygiène et de la propriété, le savon est l'un des produits les plus utilisés aux mondes avec une consommation mondial de plus de 2,5 millions de tonnes par an. A Madagascar, le secteur savon est en plein expansion avec un marché de 20 millions de consommateurs en 2014 et un accroissement de 2,8% par an et la majorité de ces consommateurs vit en milieu rural³³. Avant de parler les difficultés et les problèmes auxquels les industries de savon font face, il est primordial d'analyser sa part de contribution dans la production de PIB.

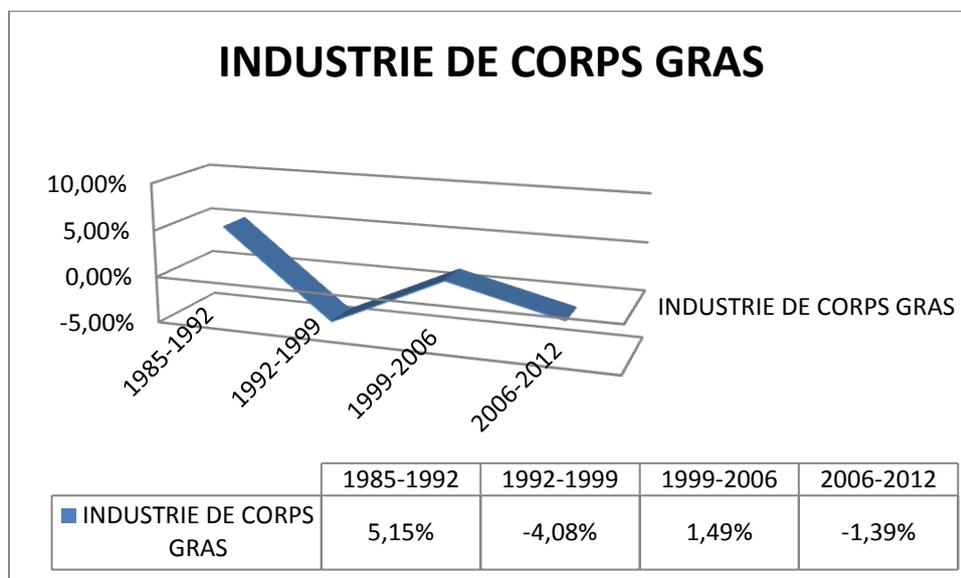
A) Analyse de la contribution de l'industrie de savon dans le PIB :

Comme toute branche industrielle, non seulement, l'industrie de savon crée de l'emploi mais aussi elle crée de valeur ajoutée. La contribution de l'industrie au PIB varie selon le type de la branche industrielle concernée. Pour pouvoir connaître et analyser l'évolution du secteur savonnier à Madagascar, l'étude va se baser sur l'analyse de la branche

³³ Expansion, « Le magazine des syndicats des industries de Madagascar » N°29 décembre 2014

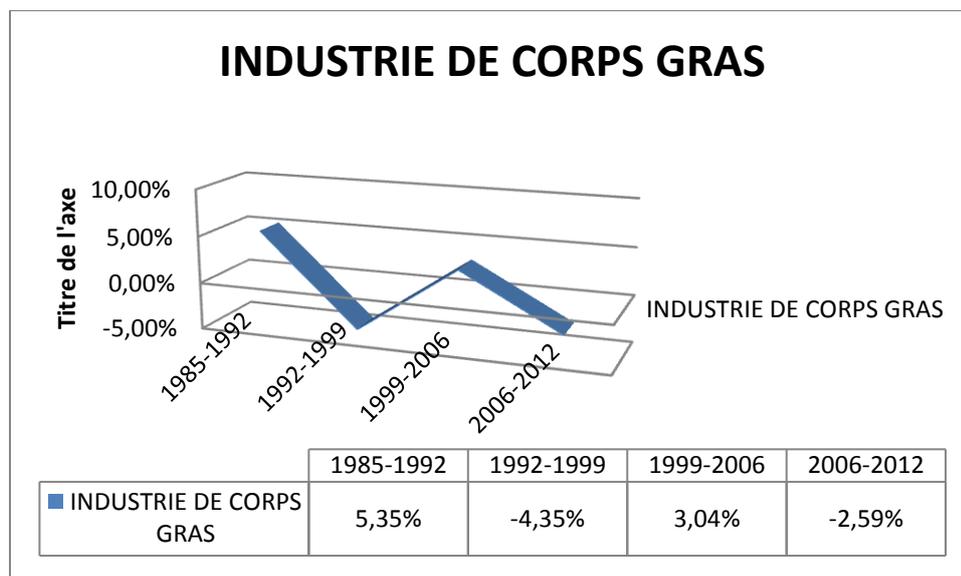
« **Industrie du corps gras** » car cette branche d'activité industrielle regroupe les unités industrielles d'huile alimentaire et savon. Sur ce, Il est primordial de se servir des deux graphiques ci-dessous :

Figure 1: Taux de croissance annuel de l'industrie de corps gras à Madagascar 1985 à 2012 :



D'après cette courbe, on constate que qu'on peut classer la branche « Industrie du corps gras » dans la catégorie d'Industrie stagnante et en déclin, car leur taux de croissance affiche une irrégularité durant ces trois dernières décennies. En effet, la branche est caractérisée par une alternation de période de croissance positive et négative pour la période 1985-2012 avec respectivement un taux de croissance annuel composé de 5,15% pour la période 1985-1992, de -4,08% pour 1992-1999, de +1,49% pour 1999-2006 et de -1,39% pour 2006-2012.

Figure 2 : contribution moyenne de la branche industrielle de corps gras à la formation du PIB industriel de 1985 à 2012 :



D'après cette courbe, on constate que la contribution de la branche dans la formation du PIB industriel traduit bien que la croissance de cette branche est irrégulière, avec une contribution moyenne à la formation du PIB industriel de 5,35% pour la période 1985-1992 à seulement 2,59% du PIB pour 2006-2012.

B) Les facteurs de blocage du développement du secteur savonnier à Madagascar :

Nombreux sont les obstacles, cités par les industriels malgaches, qui entravent le développement de ce secteur. Selon le Syndicat des Industriels de Madagascar (SIM)³⁴, l'environnement économique et social actuel ne favorise pas le développement soutenu des industries malgaches. Ces industries (grandes, moyennes et petites) souffrent de carence en ressources technologiques, de déficience en ressources énergétiques, de lacunes en ressources méthodologiques et humaines, de l'étroitesse et de la faiblesse du marché, des procédures d'importation et d'exportation, des taxes et redevances trop élevées. A ceux-ci s'ajoutent les

³⁴ Créé en 1958, le Syndicat des Industries de Madagascar « SIM » est une association à but non lucratif ayant pour objet l'étude, la préservation des droits et la défense des intérêts professionnels, économiques, financiers, commerciaux et sociaux des industries et des activités qui leur sont connexes ayant leur siège social à Madagascar. Regroupant près de 88 membres répartis dans 10 branches d'activités, le SIM jouit d'une représentativité importante.

coûts élevés des facteurs de production, l'insuffisance des intrants locaux tant en qualité qu'en quantité, les problèmes liés à la normalisation de la qualité des produits, et les difficultés d'accès aux crédits³⁵. Le secteur industriel malgache est encore fragile et n'est pas très compétitif. Le climat et l'environnement des affaires ne favorisent pas le développement des industries existantes et ralentit l'émergence de nouvelles unités.

Si cela sont les problèmes constatés du secteur industriel en général, il est nécessaire de voir les problèmes auxquels l'industrie de savon à Madagascar fait face puisque d'après les analyses précédents la contribution de l'industrie de savon à la croissance économique est encore moindre et faible et l'industrie de savon est classé parmi les industries non performant, stagnantes et en déclin.

Les facteurs de blocage du développement du secteur savonnier à Madagascar sont multiples tels que:

1) La concurrence déloyale :

A Madagascar, non seulement l'industrie savonnaire souffre à cause d'une importation massive de savon et de détergent qui ne respecte pas la norme obligatoire mais presque tous les secteurs d'activités sont touchés par la concurrence déloyale à savoir : l'industrie alimentaire est en tête de liste des domaines « touchés » par la concurrence déloyale : l'industrie du ciment est étouffée par l'importation de produits hors normes, les médicaments contrefaits menacent la santé de la population et détruisent également l'industrie pharmaceutique, l'énergie, le textile, le tabac, l'engrais, autant de secteurs qui n'échappent pas à cette pratique malsaine. Plusieurs situations semblent favoriser la concurrence déloyale :

a) Le libre-échange :

Le libre échange est l'une des facteurs qui facilite la concurrence déloyale car certaine condition réclamée par le libre-échange³⁶ et les conséquences de système peut avoir des effets

³⁵ Anjaratiana Razafindrianiaina, L'industrie à Madagascar en 2008, ONUDI, Madagascar, décembre 2008 p 12

³⁶ Libre échange est un système qui applique la théorie libérale. il réclame tous suppression des obstacles qui peuvent entraver les échanges internationaux comme les barrières douanières et tarifaires pour faciliter la libre circulation des marchandises, des capitaux et des services.

néfaste sur le développement du secteur manufacturière à Madagascar plus précisément le secteur savonnier.

D'abord, Madagascar a adopté ce système depuis les années 80 jusqu'aujourd'hui, grâce à ce système Madagascar a tiré plusieurs avantages par exemple le libre-échange permet à Madagascar de se spécialiser dans la production des biens pour lesquels il possède des avantages comparatifs puis les exporteront et aussi d'acheter à d'autre pays les biens qu'il ne produirait pas à coût bas s'il les produise lui-même (exemple bénéficié des technologies venant des pays étrangers) , il a pu développer son savoir-faire grâce à l'échange avec d'autre pays extérieurs, le libre-échange stimule la concurrence entre les entreprises qui améliore leur efficacité (coûts plus bas , meilleurs qualités ,choix plus large pour les consommateurs) et il a favorisé la relation de Madagascar avec des blocs commerciaux comme la SADC, la COMMESA, l' APEI, le COI dont il peut en tirer des avantages.

En revanche, ce système pénalise les producteurs nationaux plus précisément pour les producteurs de savon et de détergent.

En effet, d'une part, avec l'intégration de Madagascar au sein de SADC, la COMMESA, l'APEI, le COI, les produits des pays membres présentent des avantages car ils sont exonérés de taxes c'est-à-dire entrent sans payer des droits de douane et des taxes sur le territoire malgache. D'autre part, les produits fabriqués localement font face à l'envahissement des produits hors normes qui entrent sans soucis dans le pays.

b) la corruption :

Pour tout pays que ce soit du côté des PD ou des PED comme Madagascar, la corruption est un des problèmes pour le développement économique et elle joue beaucoup au détriment de l'industrie car elle favorise la concurrence déloyale.

La corruption est associée avec ce qu'on appelle blanchissement d'argent sale³⁷. En effet, à cause de la corruption, nombreux produits importés qui ne peuvent être obligatoirement des produits qui suivent les normes exigés envahissent le marché local. Pour éviter toutes sanctions et pour écouler rapidement les produits, ces acteurs de blanchissement d'argent modifient les marques de produits et ils vendent ses marchandises importées à des prix moins cher à Madagascar que dans leur pays d'origine (prix au-dessous de leurs coûts réels de fabrication dans leur pays d'origine) et ces biens sont souvent des fruits de blanchissement d'argent issu des différents trafics illégaux.

³⁷ SIM

De plus, cette situation est accompagnée d'une part, aux versements des pots de vin au niveau des frontières lors de l'entrée des marchandises et au niveau autorités qui laissent passer ses produits illicites sur le territoire malgache et d'autre part aux ventes sans facture et à la non déclaration de certaines importations puisque la plupart de ces opérateurs ne déclarent qu'une partie de leur importations. Les produits de grande consommation comme le savon, détergent, produits alimentaires, ciment... sont souvent leurs cibles. Ainsi, ces importateurs de savon accaparent plus de part de marché et modifient les comportements des acheteurs en raison de la faiblesse du pouvoir d'achat des malgaches, ils sont plus incités à acheter les produits à bas prix,

Donc, la concurrence déloyale empêche le développement du secteur industriel le secteur de savon à Madagascar. Du fait, que cette pratique malsaine n'améliore pas la situation des entreprises nationales mais au contraire cela les tue et les pousse à la faillite, et même à sa fermeture et sa disparition sur le marché.

Plusieurs producteurs de savon à Madagascar se plaignent de la concurrence déloyale qui frappe le secteur de savon à savoir : **LA SAVONNERIE TROPICALE, SIGMA, NIVO....** Ces producteurs nationaux s'engagent de lutter contre la concurrence déloyale et fait appel au respect de la loi et certaines procédures, à la protection ainsi qu'à l'intervention de l'Etat. Sur ce, plusieurs responsables ont fait leur déclaration dans les journaux, les magazines comme les suivant :

- Un responsable de la savonnerie tropical affirme que :

« A l'heure où le pays escompte un développement devrait passer par l'industrialisation, protéger les industriels locaux n'est pas du tout une mauvaise mesure »³⁸

-Un autre responsable stipule qu' :

« Il est impératif que toutes les parties prenantes affichent la volonté politique de lutter contre la concurrence déloyale» .Il avance aussi que « des contrôles rigoureux doivent être instaurés au niveau des frontières pour empêcher les produits hors-norme de pénétrer le marché national »³⁹.

-Un responsable de la société NIVO réclame que :

³⁸ Expresse de Madagascar 2013

³⁹ Expansion, « Le magazine des syndicats des industries de Madagascar » Mai – juin 2016°

« Le marché de savon a encore du potentiel à Madagascar mais nous estimons que l'Etat doit veiller sur les taxes des produits finis d'importation pour qu'ils ne tuent pas l'industrie locale »⁴⁰.

-Un des responsable du marketing et vente du SIGMA affirme que :

« La concurrence déloyale est un frein au développement de nos activités qui s'articulent autour de la fabrication et la vente de produits d'entretien et d'hygiène .Mais à cause des importations massives de détergents ou de savon en poudre, par exemple, nous n'atteindrons jamais le « mass-market », ce segment populaire qui permettra à nos unités de grandir. » Et il a aussi déclaré que « Nous suivons étape par étape le processus de production ainsi que le paiement d'impôt y afférant jusqu'à la commercialisation. L'existence de la corruption au sein de l'administration nous pénalise ainsi que toutes les industries qui respectent les textes en vigueur. La corruption ne met pas les industries sur les mêmes pieds d'égalité »⁴¹. Bref, ces industries locales continuent de produire des produits qui respectent les normes pour respecter les consommateurs malgré qu'ils soient concurrencés déloyalement des produits hors normes qui peuvent entrainer des impacts sur la santé de la population (maladie, irritation de la peau, cancer, allergie...

Donc, La concurrence améliore le développement du secteur industriel est très utile pour améliorer la qualité et renforcer la compétitivité. Mais la concurrence qui ne met pas les entreprises sur les mêmes pieds d'égalité et qui ne respectent les règles du jeu ne sont pas acceptés.

2) Crise politique et économique :

Madagascar a traversé une crise politique en 2009, cette crise politique est transformée en crise économique car il a entraîné des impacts négatifs sur les activités économiques du pays surtout sur les activités industrielles. Non seulement, l'industrie qui fabrique d'huile alimentaire et de savon (industrie de corps gras) est touché par la crise mais aussi d'autres branches d'activités. Le secteur secondaire à Madagascar depuis 2009 est en difficulté du fait que la majorité de la production industriel ont connu un taux de croissance négatif sauf l'agro-industrie et l'industrie de boissons. Les industries les plus touchées par cette crise sont surtout l'industrie textile à cause de de la fermeture de l'AGOA, l'industrie de bois, l'industrie extractive et aussi l'industrie de corps gras (voir tableau n°1 dans

⁴⁰ IDEM

⁴¹ IDEM

l'annexe). Sur ce , pour démontrer que la crise politique et économique est une des facteurs qui empêche le développement du secteur industriel plus précisément du secteur savonnier à Madagascar, l'analyse du tableau ci-après illustre le taux de croissance de la branche « industrie de corps gras » avant , durant et après l'année de crise.

Tableau 1 : Taux de croissance par branche d'activité du secteur industriel de 2007 à 2012

Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Industrie de corps gras (huile alimentaire et savon)	3,4	-5,5	-19,3	3	0,5	3,4

Source : Vice primature en charge de l'industrie et de l'économie

D'après ce tableau, la remarque c'est que même avant la période de crise, le taux de croissance de ce secteur est faible 3,4 en 2007 et négatifs (-5,5) en 2008. Durant la période de crise, le taux de croissance est aussi négatif mais avec un taux désastreux (-19,3). Après la période de crise, l'industrie de corps gras a du mal à se rétablir car son taux de croissance. Cela veut dire que le secteur savonnier est aussi en difficulté. La baisse du taux de ce secteur est accentuée par la diminution du pouvoir d'achat des malgaches.

3) Facteurs diverses:

A part, l'invasion des produits importés exonérés de taxe de droit de douane entrant dans le pays venu des pays membres des blocs commerciaux en relation avec Madagascar et des produits importés (qui sont pas obligatoirement des produits qui suivent les normes) envahissant le marché du pays concurrent les produits des industries savonnières locaux ainsi que les impacts négatifs des crises, il y a d'autre facteurs qui empêche le développement du secteur savonnier à Madagascar.

Tableau 2 : Contribution moyenne des branches d'activités industrielles à la formation du PIB industriel.

ANNEE	1985-1992	1992-1999	1999-2006	2006-2012
INDUSTRIE DE CORPS GRAS	5,35%	- 4,35%	3,04%	-2,59%

Source : INSTAT, calcul effectué par l'auteur.

D'après l'analyse des branches d'activités industrielles, l'industrie de corps gras est une industrie non performantes⁴², c'est aussi une industrie stagnante et en déclin⁴³. Ce tableau informe aussi que l'industrie de corps gras (branche d'activité industrielle qui regroupe l'industrie d'huile alimentaire et savon) perd de vitesse dans sa contribution au PIB.

Cette perte de vitesse pourrait s'expliquer par deux raisons :

- D'une part, par la situation des produits locaux (soja, arachide, huile de palme, graines de coton, coprah, huile de coco) dont **l'insuffisance d'entretien et/ou le vieillissement des plantations** impactent sur l'approvisionnement des industries de savonnerie. Elle se reflète par la forte dépendance en intrants d'origine importée qui coûtent chers et qui exerce des impacts sur les prix des produits finis (savon) qui est fortement concurrencés par l'invasion des produits finis importés de mauvaise qualité mais avec des prix défiant toute concurrence locale.

- D'autre part, **l'élévation des coûts de production**. Comme toute unité productive, l'industrie de savon supportent des coûts pour leur production. Ces coûts sont le plus souvent les coûts liés à la gestion du personnel, les impôts et taxes divers que les entreprises doivent verser à l'Etat, les coûts de matières premières. L'acquisition de ces intrants leur génère aussi des coûts tels les coûts de transport, les coûts de transactions.

A part ces coûts mentionnés, **l'énergie** est aussi un des problèmes du secteur savonnier. Les dépenses en énergie représentent les dépenses le plus important de coût de production. Or, l'énergie électrique pour faire tourner la machine industrielle est chère et

⁴² RAPPORT ANNUEL 2014 DE LA BANQUE CENTRALE DE MADAGASCAR

⁴³ CENTRE DE RECHERCHES, D'ETUDES ET D'APPUI A L'ANALYSE ECONOMIQUE A MADAGASCAR

c'est le premier obstacle pour l'industrie ou la création d'industrie à Madagascar. Il faut y ajouté aussi le problème de délestage, l'insuffisance de tension électrique ou les hautes tensions qui détruisent les machine et équipements.

Toutefois, la branche dispose d'atout important en termes de matériels et équipements car les grandes unités d'extraction et de raffinage d'huile brute exploitent déjà des matériels modernes et d'une grande capacité et disposent également d'un laboratoire d'analyse. Les unités industrielles opérationnelles fabriquant du savon, dont la plupart a plus de 20 ans d'existence, quant à eux, utilisent des matériels vétustes mais bien entretenus, renforcés par de nouveaux investissements pour améliorer leurs performances. La capacité de production des unités existantes peut satisfaire les besoins en savon de la population⁴⁴.

D'après l'analyse du secteur savonnier dans ce troisième chapitre, ces résultats sont nécessaires pour pouvoir identifier les problèmes auquel le secteur savonnier fait face. Ces problèmes empêchent le secteur savon de se développer. Sur ce, **La première hypothèse est vérifiée** car on a démontré que la faible contribution de ce secteur est due à de nombreux problèmes qu'il fait face. Par rapport à la revue de la littérature, ces analyses apportent de nouvelles connaissances et ils sont fait pour améliorer la part de contribution de l'industrie de savon au PIB et pour améliorer le tissu industriel à Madagascar.

Ce n'est pas seulement, l'industrie de savon qui rencontre des problèmes qui l'empêche d'améliorer sa part de contribution au PIB mais la plupart d'autres branches industrielles rencontrent également de multiples problèmes. Ainsi, dans le chapitre suivant, il est nécessaire d'analyser la potentialité économique de chaque branche d'activité industrielle de Madagascar afin de suggérer des solutions qui peuvent être utile pour apporter un nouvel espoir non seulement pour le développement du secteur savonnier mai aussi celui du secteur industriel à Madagascar.

⁴⁴ ETATS GENERAUX DE L'INDUSTRIE DE MADAGASCAR 2011, DECEMBRE 2011, P.61, GILBERTE ANDRIANADY, SIM-GEFP-ONUDI-PNUD

CHAPITRE IV: ANALYSE ET RECOMMANDATIONS :

Madagascar est encore un pays sous industrialisé, la contribution de l'industrie dans le PIB n'a jamais pu dépasser le seuil de 12,5% en termes réels, et le taux de croissance moyen annuelle de la valeur ajoutée industrielle reste faible et avoisine les 2,6%⁴⁵. Avant d'apporter des solutions pour aider le développement du secteur industriel à Madagascar, analysant donc le potentiel économique de chaque branche d'activité du secteur industriel.

Section 1: POTENTIALITE ECONOMIQUE DE CHAQUE BRANCHE D'ACTIVITE DU SECTEUR INDUSTRIEL DE MADAGASCAR :

A) EVOLUTION DES BRANCHES D'ACTIVITES DU SECTEUR INDUSTRIEL

Les activités de production, en ce qui concerne l'industrie manufacturière et exercées à travers le pays, sont regroupées dans sept (07) branches industrielles : selon la classification de l'INSTAT⁴⁶ à savoir : Agro-industrie, industrie alimentaire, boisson, tabac, corps gras ; Industrie du textile et du cuir ; Industrie du bois, papeterie, édition ; Industrie chimique ; Industries métalliques, mécanique, électrique ; Matériaux de construction et les Entreprises de la Zone Franche Industrielle⁴⁷.

1) L'Agro-industrie et l'Industrie Alimentaire / boissons / corps gras / tabac,

L'Agro-industrie et l'Industrie Alimentaire / boissons / corps gras / tabac, sont les branches les plus diversifiées, allant de grandes unités de transformation de produits d'origine végétale et animale aux unités de fabrication de boissons et de savons. Elles comprennent également les boulangeries, biscuiteries, confiseries, chocolateries, conserveries de viande, poissons, fruits et légumes, épices. L'Industrie du tabac inclue la fabrication de tabac à chiquer par des

⁴⁵ CREAM

⁴⁶ Etats généraux de l'industrie de Madagascar 2011, décembre 2011, p.19-20, Gilberte ANDRIANADY, SIM-GEFP-ONUDI-PNUD

⁴⁷ La Zone Franche Industrielle ne constitue pas une branche à proprement parler, puisqu'elle inclue diverses activités de transformation classées dans les branches citées ci-dessus. Mais compte-tenu du fait qu'elle est régie par une réglementation spécifique, elle fait l'objet d'un classement à part.

petites unités appartenant à des nationaux et dont les équipements sont simples, et la manufacture de cigarettes.

2) **L'Industrie Textile et l'Industrie du Cuir :**

L'Industrie Textile et l'Industrie du Cuir : L'Industrie textile comprenant la filature, le tissage, l'impression et la confection, est une branche très porteuse avec l'expansion des entreprises franches. De grandes unités travaillent pour le marché local et l'exportation. Mais la branche voit aussi la participation des PME et des ateliers artisanaux. La branche Industrie du cuir comprend une tannerie industrielle qui assure le traitement des peaux et la fabrication de chaussures en cuir à l'échelle industrielle. Elle écoule ses produits localement et à l'exportation.

3) **L'Industrie du bois :**

L'Industrie du bois et ses dérivés regroupe des activités diverses allant de l'exploitation forestière, la scierie, menuiserie et ébénisterie à l'industrie du papier et des arts graphiques.

4) **L'Industrie chimique :**

L'Industrie chimique, fortement dépendante des intrants importés, inclut les industries pharmaceutique, du caoutchouc et plastique, la fabrication de peinture, vernis, bougies, allumettes, engrais,...

5) **L'industrie diverses : Les Industries métallique, mécanique et électrique ; L'Industrie liée au secteur bâtiment et travaux publics ; et la Zone Franche**

- Les Industries métallique, mécanique et électrique sont réparties entre des unités assez importantes et PME d'ouvrages en métaux, de construction, réparation et de fabrication d'outillages et ustensiles en métaux, fabrication d'accumulateurs et de piles électriques.

- L'Industrie liée au secteur bâtiment et travaux publics par la fabrication de matériaux de construction, est une branche très prometteuse dans le contexte actuel. Elle concerne la fabrication du ciment et ouvrages en ciment, de produits en terre cuite, etc., ainsi que l'exploitation et la valorisation de substances minières telles que le marbre, le granite, la chaux,

- Le régime de Zone Franche constitue un régime d'exception, avec des obligations et des avantages, notamment fiscaux. L'Entreprise Industrielle de Transformation doit destiner la totalité de sa production à l'exportation. Elle est répartie dans plusieurs régions de Madagascar, avec une forte concentration à Analamanga et couvre plusieurs activités où la branche « Textile et Confection » prédomine.

B) POTENTIALITE ECONOMIQUE DE CHAQUE BRANCHE D'ACTIVITE DU SECTEUR INDUSTRIEL DE MADAGASCAR

La contribution de la branche à la croissance du secteur secondaire constitue le critère de sélection des branches performantes et des branches non performantes pour l'année 2014.

1) Branches performantes :

Celles qui ont une contribution supérieure à zéro sont supposées performantes. Elles sont au nombre de huit (9). Le tableau ci-après montre les branches d'activités performantes avec leurs contributions respectives à la formation du PIB :

Tableau3 : Branche performante en 2014

RUBRIQUES	CONTRIBUTION	CONTRIBUTION ANNUELLE	
		2013	2014
Agro-industrie	0,1	11,4	2,0
Indus. Extractive	6,2	219,2	25,9
Énergie	0,5	56	4,2
Indus. Alimentaire	0,4	3,0	2,7
Indus. Boissons	0,7	3,2	4,0
Indus. Tabac	01	-12,4	3,0
Matériaux de Construction	0,1	-7,7	3,3
Indus. Métalliques	01	-8,7	3,0
Zone Franche Industrielles (ZFI)	0,2	5,9	4,1
Ensemble	8,9		

Source : MEP/DGE/DEME

Les branches performantes apportent 8,4% à la croissance du PIB du secteur secondaire qui est de 8,5% en 2014.

D'après l'analyse de ce tableau ci-dessus, on constate que la branche la plus performante est celle de **l'industrie extractive**. La croissance de cette dernière s'est légèrement contractée en 2014 (+25,9%), après le taux de croissance exceptionnels en 2013(+ 219,2%). La baisse simultanée de la production du nickel et du cobalt a été à l'origine de ce repli de dynamisme dans cette branche industrielle.

La production d'énergie a dégradé. Cette dégradation a été causée par la fluctuation du prix du pétrole sur le marché international.

Quant à **l'agro-industrie**, sa croissance est en baisse continue pour s'établir à 2,0 pour cent en 2014, après 11,4 pour cent en 2013. Le relâchement du dynamisme des activités dans ce

secteur est engendré par la baisse de la consommation domestique induite par la détérioration du pouvoir d'achat des ménages.

La rude concurrence sur le marché incitant les opérateurs économiques nationaux à procéder à des innovations, la poursuite de la tendance à la hausse de **la production des industries de boissons** a été légèrement renforcée en 2014 (+4,0%), après une bonne performance en 2013 (+3,2%).

Après avoir eu de mauvais résultats en 2013 (-7,7%), les activités axées sur les **matériaux de construction** ont enregistré une croissance de 3,3 pour cent en 2014.

La croissance de **la production des industries alimentaires** a enregistré un léger ralentissement pour s'afficher à 2,7 pour cent en 2014, contre 3,0 pour cent en 2013. La croissance des **industries de tabac** s'est remarquablement redressée en 2014 (+3,0%), suite à un taux de croissance de (-12,4%) en 2013.

Le retour du pays dans l'AGO en 2014 n'a pas encore eu d'impacts significatifs dans le milieu des affaires, après 5,9 pour cent en 2013, **la ZFI** a enregistré 4,1 pour cent en 2014 de croissance.

2) Branche non performante :

Neuf (9) branches d'activités restent non performantes. Le tableau suivant les met en évidence avec leur contribution à 0,1% à la formation du PIB du secteur secondaire.

Tableau 4 : Branche non performante en 2014

RUBRIQUES	CONTRIBUTION %	CONTRIBUTION ANNUELLE%	
		2013	2014
Indus. Corps gras	0,0	6,6	0,5
Pharmacie	0,0	6,6	1,5
Indus. Textile	0,0	0,5	1,7
Indus. Cuir	0,0	0,6	1,4
Indus. Bois	00	3,3	3,0
Matériels de Transport	0,0	2,0	2,0

Appareil Electrique	0,0	1,0	1,0
Indus. Papier	00	2,9	1,0
Autres	0,0	2,0	1,0
ENSEMBLE	0,1		

Source : MEP/DGE/DEME

D'après ce tableau, on constate que la croissance **des matériaux de transport** est restée à 2,0 pour cent entre 2013 et 2014. **Les industries de corps gras** ont affiché une légère progression de 0,5 pour cent en 2014, après une hausse de 6,6 pour cent en 2013.

Par ailleurs, après un taux de de 6,6 pour cent en 2013, **les industries pharmaceutiques** n'ont atteint que 1,5 pour cent de taux de croissance.

En 2014, le dynamisme des activités **des industries de cuir** a présenté des fluctuations : après un léger fléchissement de 0,6 pour cent en 2013, leur croissance s'est rétablie en 2014 et enregistre le taux de 1,4 pour cent.

Pour **les industries de bois**, leur taux de croissance est à la hausse avec 4,0 pour cent en 2014, contre 3,3 pour cent en 2013. Il en a été également pour **les industries métalliques** qui retrouvaient leur croissance avec une hausse de taux de 3,0 pour cent en 2014, après une forte chute de 8,7 pour cent en 2013.

Les autres branches restantes n'ont évolué que très faiblement avec un taux moyen de croissance de 1,0 pour cent en 2014.

Les industriels opérant dans ces branches continuent de subir les contraintes et problèmes liés à la situation post-crise socio-économique. Certains d'entre eux ont déclaré que le climat des affaires n'est pas encore favorable. Certaines unités réduisent leurs heures de travail en raison de la cherté de leurs produits par rapport aux produits importés qui ne suivent pas forcément les normes requises. D'autres risquent même de fermer leurs portes.

Section 2: ANALYSE ET RECOMMANDATIONS :

L'analyse de la potentialité économique de chaque branche d'activité du secteur industriel de Madagascar est nécessaire pour mieux identifier les branches d'activités qui ont le plus besoins d'aide pour améliorer sa part de contribution dans le PIB et aussi soutenir les autres branches d'activités qui sont déjà performantes pour qu'elles puissent garder leur position et puissent évoluer encore plus.

A Madagascar, ce n'est pas seulement l'industrie de corps gras plus précisément de l'industrie de savon qui fait face à de nombreuses difficultés et qui ont besoins d'aides mais plusieurs branches d'activités rencontrent aussi de divers problèmes tels que : la concurrence déloyale favorisé par l'absence de protection, par l'invasion des produits importés qui inonde le marché, la corruption,... Des solutions doivent être prises pour faire face à ces problèmes qui empêchent le développement du secteur industriel à Madagascar.

Les solutions suggérées sont les suivant :

A) LES MESURES PROTECTIONNISTES :

Dans la partie théorique, on a vu que ce qu'on appelle « protectionnisme éducateur » de FRIEDRICH List qui un protectionnisme temporaire, limité dans le temps et qui s'applique à certains secteurs d'activités industrielles. La protection des industries est terminée lorsqu'ils atteignent un certains degrés de maturité après ils peuvent s'intégrer dans le marché mondial sans dangers. Il est nécessaire que l'Etat Malgache adopte des mesures protectionnistes pour limiter les importations, pour protéger les industries « dans l'enfance ». L'objectif est de permettre à ces secteurs d'atteindre un niveau de développement satisfaisant pour pouvoir par la suite affronter la concurrence étrangère, pour orienter la demande intérieure vers la production nationale. En plus, tous les Etats protègent leur économie, même les plus libéraux comme les Etats-Unis d'Amérique. Une mesure protectionniste comporte nécessairement deux faces : Si elle favorise certains secteurs, elle le fait inévitablement au détriment d'autres. Parmi ces derniers, se trouvent les secteurs non protégés ou moins protégés orientés vers le marché intérieur. Alors, il faut connaitre les branches d'activité industrielle qui en ont le plus besoins.

En bref, il faut faire très attention, puisque les mesures protectionnistes ne favorise pas la concurrence, n'améliore pas la compétitivité des entreprises et détériore le bien être des consommateurs (diminution des produits importés).

B) AMELIORATION DE LA COMPETITIVITE :

On sait qu'actuellement Madagascar est entré dans le système du libre- échange depuis les années 80 et il est difficile pour tout pays y compris la grande ile de se passer de ce système. La particularité du libre-échange c'est qu'il favorise la concurrence. La concurrence est très bénéfique pour les activités industrielles car cela pousse les entreprises à innover, or le processus d'innovation conduit à la création de nouveaux produits et de nouveaux services pour satisfaire les besoins des consommateurs. Cela pourrait exercer des impacts positifs sur le chiffre d'affaire des entreprises, sur le prix du produit et même sur la clientèle.

Pour faire face à la concurrence et satisfaire la demande locale et même pour conquérir le marché internationale, il faut donc renforcer la compétitivité des industries locales pour réussir le passage d'une industrie à faible valeur ajouté vers une industrie à haut niveau technologique. Cela est une des solutions apporté aux entreprises locaux pour qu'il puisse développer convenablement leur activité et d'accaparer plus de part de marché.

Il est nécessaire de souligner que les innovations sont coûteuses et se font dans le temps.

C) PRESERVER LA STABILITE POLITIQUE :

On a vu que les crises politiques exercent des impacts négatifs sur les activités économiques et surtout les activités industriels. Donc, la stabilité politique est une condition nécessaire au développement industriel. Sans stabilité politique, même un programme d'industrialisation bien conçu et bien exécuté peut être voué à l'échec. L'Etat devrait s'efforcer à bien jouer son rôle surtout son rôle de redistribution de revenus et des richesses nationales, améliorer la gouvernance politique et économique pour que cela puisse avoir des impacts positifs sur la vie de la population et pour éviter les tensions qui sont à l'origine de ces crises cycliques comme c'est ce qui sont passé à Madagascar en 1991, 2002 et 2009.

D) APPLICATION DE LA LOI ET DES REGLES ET RESPECTER LES NORMES :

Pour biens respecter les règles du jeu de la concurrence, il faut que l'Etat exige l'application de la loi et fait respecter les normes. Par exemple, **dans le secteur savonnier,**

tous les opérateurs que ce soit importateur industriel ou même grossistes doivent respecter la loi et les normes sur la commercialisation de savon car les consommateurs ne les connaissent pas.

D'où l'arrêté sur la commercialisation de savon et détergent stipule qu' :

-il est interdit de détenir en vue de la vente, de mettre en vente ou de vendre dans le territoire national, des savons et détergents dont les caractéristiques et l'étiquetage ne sont pas conformes aux prescriptions définies dans la norme sur le savon et détergent l'arrêté interministériel 28520-2011.

-les fabricants, les industriels, les artisans et les importateurs de savons et détergents sont tenus d'appliquer les règlements techniques sur les savons et détergent.

-tout importateur de savon s'engage à fournir les pièces exigées par les bureaux des douanes, notamment la fiche technique du produit accompagnée d'un organisme de certification accrédité.

-sur le marché intérieur, tout fabricant, industriel, et artisans de savon et détergent est tenu de procéder à un contrôle semestriel de conformité par rapport aux règlements techniques

-les modalités de contrôle doivent respecter celles appliquées aux produits importés

- les infractions aux dispositions sur la commercialisation de savon et détergents sont réprimées comme des sanctions administratives et /ou refoulements des produits vers leur pays d'exportation en cas de contrôle à la frontière douanière.

Les normes sur le savon et détergent exigent que les produits doivent :

- être non radioactifs
- être biodégradable à 80% minimum
- être à la chaîne linéaire
- non irritant pour le derme
- répondre aux caractéristiques suivant avant conditionnement et les proportions sont donné par rapport au produit sec.

Ce n'est seulement dans le secteur savon que la loi devrait être appliquée et que les normes soient respectées mais cela doit être tenu dans tous les secteurs industriels pour respecter les consommateurs.

E) LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La corruption est une des facteurs du sous-développement. Elle est devenue la préoccupation majeure de nombreux gouvernement malagasy qui ont succédé. A Madagascar, il existe une entité qui lutte contre la corruption telle que le BIANCO. Malgré l'existence de l'entité qui lutte contre la corruption et les progrès fait par les différents gouvernements, elle persiste et demeure un problème qui est difficile à éradiquer. La corruption touche plusieurs domaines à savoir la justice, les institutions, les forces de l'ordre,... Elle n'exerce pas uniquement des impacts négatifs sur le développement industriel mais également sur le développement économique du pays. Donc, pour améliorer le développement du secteur industriel, il faut donc lutter contre la corruption.

La lutte contre la corruption est un défi et ce n'est pas seulement le devoir du gouvernement ou le devoir des entités comme la BIANCO mais la lutte contre ce fléau est le devoir de nous.

F) DEVELOPPEMENT AXEE VERS L'AGRICULTURE :

Nombreux sont les auteurs et les économistes qui sont conscient de l'importance de l'industrie pour sortir du sous - développement. Dans la partie théorique, selon les agro-centriste, on a vu que l'industrie à elle seule ne peut pas développer le pays. Alors, pour sortir du sous-développement. Madagascar doit développer le secteur primaire plus précisément l'agriculture. L'agriculture est très nécessaire pour un pays qui n'a pas de base solide comme notre pays. En plus, l'agriculture joue un rôle très important pour développer l'industrie car elle peut soutenir une population galopante (en croissance rapide) comme la population malgache et les exportations de produits agricoles peuvent aider à financer l'importation des biens d'équipements nécessaire au développement industriel. En 2007, l'agriculture (avec la pêche et la forêt) représente 27% du PIB employant plus de 78% de la population active, et assurant plus de 70% des revenus d'exportations.

IL est important de remarquer que l'alimentation de base des malgaches est « le riz » et 80% de la population malgaches sont des agriculteurs. Cela signifie que ces 80% sont inefficaces car ils n'arrivent pas à subvenir les besoins de la population. Ainsi, la majorité de

la population malgache est frappé par la malnutrition chronique et la sous-alimentation. Pour éviter, cette situation, le pays importe. Cette situation favorise la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur car le riz est alors devenu l'une des importations incompressibles comme les carburants, les médicaments,...et cela détériore la balance commerciale puisque la valeur des importations est supérieure à la valeur des exportations. Sur ce, d'après le rapport annuel 2014 de la BCM, le déficit commercial de Madagascar s'est chiffré à 360,0 millions de DTS, après 558,0 millions de DTS en 2013 et 727,4 millions de DTS en 2012.

Ainsi, il faut donc améliorer le secteur primaire à Madagascar car c'est une branche importante de l'économie malgache en utilisant des techniques et des moyens de production moderne comme l'utilisation des tracteurs, sélection des semences, utilisation des insecticides,...dans le but d'améliorer les rendements car les progrès de l'agriculture sont nécessaires pour dégager un surplus alimentaire permettant de subvenir aux besoins de la population industrielle.

G) FAVORISER LA CREATION DE L'ENTREPRISE :

Dans le premier chapitre, on a vu la définition de l'industrialisation de CARDINIER qui stipule que « l'industrialisation résulte de la création d'entreprise industrielle ». Alors pour s'industrialiser, il faut favoriser la création de l'entreprise à Madagascar.

Or, dans le pays, cette création d'entreprise est encore loin d'être satisfaisant. Ainsi quelque analyse sur la création d'entreprise est pour justifier que la création d'entreprise à Madagascar est insuffisant, faible et en baisse.

Sur ce, entre 2013 et 2014, l'effectif des entreprises créées à Madagascar enregistre une baisse de 18,9%. Tous les secteurs d'activités sont touchés par le recul. Le tableau suivant illustre les données relatives à chaque secteur d'activité.

Tableau 5 : Création d'entreprises par secteur :

Secteur d'activité	2013	2014	Variation
Secteur primaire	525	56	-89,3
Secteur secondaire	710	293	-58,7
Secteur tertiaire	19450	16422	-15,6
Ensemble	20685	16771	-18,9

Source : TBE N°18 INSTAT (Janvier 2015)

Il est aussi important de voir, le cas des différents types d'entreprises. Sur ce, les Entreprises Individuelles (EI) créées en 2014 ont aussi diminué de 20,4% par rapport à celles de 2013. Du côté des Sociétés Anonymes (SA), la situation est catastrophique avec une baisse jusqu'à 52,0%. Par contre, on constate une nette amélioration pour les Sociétés à Responsabilité Limitée (SARL) avec une hausse de 1,6. Ces données sont résumées dans le tableau ci-après :

Tableau 6 : Création d'entreprises par type

Type d'entreprise	2013	2014	Variation
SA	98	47	-52,0
SARL	1366	1 388	1,6
EI	18 329	14 584	-20,4
Ensemble	20 685	16771	-18,9

Source : TBE N°18 INSTAT (Janvier 2015)

Au niveau des zones franches, il y a une petite amélioration. En effet, dans le cas des zones franches dix-neufs (19) entreprises ont été créées en 2014 contre quatorze (14) en 2013. Les entreprises œuvrant dans l'agro-industrie, le textile et confection ont augmenté, passant respectivement de trois (3) à six (6) et de trois (3) à neuf (9). Les investissements prévus pour l'agro-industrie ont aussi grimpé jusqu'à 361,6%, allant de 8 208 millions d'ariary à 37 885 millions d'ariary. Toutefois, ceux des entreprises textiles et confection ont chuté de 49,4% soit de 12 241 millions d'ariary à 6 195 millions d'ariary. Le nombre d'entreprises créées en industries manufacturières diverses reste inchangé. Par contre, les investissements prévus dans cette branche d'activités ont fortement basculé de 2 758 millions d'ariary à 417 millions d'ariary, soit une baisse de 84,8%. Quant aux autres entreprises, leur nombre ont été réduit et les investissements prévus y afférents ont eu la même tendance. **(Voir l'annexe 2)**

Ces petites analyses sur la création d'entreprise sont nécessaires pour démontrer qu'il faut favoriser la création d'entreprise à Madagascar. La raison est simple cette dernière joue un rôle très important dans la lutte contre le chômage. Du fait qu'actuellement, malgré les efforts entrepris par de nombreux dirigeants et de nombreuses institutions, il persiste. La création des industries est une des solutions pour lutter contre le chômage car elle a le pouvoir

de fournir un emploi productif à la masse des chômeurs et ceux des nouveaux venus sur le marché de travail. En 2014, l'effectif total des demandeurs d'emploi est de 12 672.

H) SOLUTIONS POUR REGLER LES PROBLEMES D'APPROVISIONNEMENT EN MATIERE PREMIERE, DES EQUIPEMENTS ET DE L'ENERGIE :

D'après l'analyse des facteurs de blocages du développement du secteur savonnier, on a constaté que ce secteur rencontre des difficultés sur l'approvisionnement en matières premières car le vieillissement des plantations exerce des impacts sur l'approvisionnement des industries. Elles sont donc obligées d'importer des intrants qui coûtent chers. Il faut y ajouté aussi le problème d'équipements, de l'énergie. Il est important de remarquer que ce n'est pas seulement l'industrie savonnaire qui rencontre ces divers problèmes mais aussi d'autres branches d'activités. Face à ces sources de blocage, les solutions qui peuvent résoudre cette situation sont les suivantes :

En ce qui concerne **le problème d'approvisionnement en matière première**, les entreprises doivent collaborer et travailler avec les producteurs de matières premières pour assurer leur approvisionnement. Cette situation est bénéfique que ce soit du côté de l'industrie ou du côté des producteurs (fournisseurs de matières premières) car cela permet à l'industrie d'assurer leur approvisionnement (matière première de qualité), de réduire les coûts de production comme les taxes douanière) et cela permet aussi aux producteurs de gagner plus de revenus qu'ils pourraient utiliser pour l'achat des outils modernes (tracteurs, semences sélectionnés,...) pour améliorer les rendements et d'honorer leur engagements.

S'agissant **du problème des équipements**, il faut l'intervention de l'Etat. En effet, puisque toutes les machines et toutes les pièces de rechanges sont importées. L'Etat devrait réviser les taxes sur ces matériels d'équipements pour diminuer les coûts de productions ou bien accordé des subventions pour pouvoir les aidés car cela peut aussi favoriser la création de l'entreprise. **Par contre, cette situation diminue les recettes douanières et cette situation pousse l'Etat à augmenter les impôts .Or l'impôt progressif pénalise les contribuables.**

Pour le problème de **l'énergie**. Ce dernier est le premier obstacle pour l'industrie et la création d'entreprise à Madagascar. En effet, les carburants sont chers et leurs prix sont

instables. Celui-là est conditionné avec le problème de délestage. La solution suggérée c'est qu'il faut développer les énergies solaires et les énergies éoliennes.

Dans cette deuxième partie, **la deuxième hypothèse est aussi vérifiée.**

Conclusion de la deuxième partie :

Pour conclure, les analyses sur cette deuxième partie, concernant l'industrie de savon ont permis non seulement de répondre à la question : comment fabriquer de savon ? mais également de connaître qu'une savonnerie représente néanmoins un projet industriel et commercial et même s'il s'agit d'un projet d'envergure modeste et de conception relativement artisanale, il se doit d'être viable et capable d'assurer sa survie, sa rentabilité et son développement. Après l'analyse des facteurs de blocages de l'industrie de savon, cela a permis aussi d'une part d'apporter des explications sur la faiblesse de part de contribution de cette industrie au PIB et d'autre part d'analyser la potentialité économique de chaque branche d'activité du secteur industriel de Madagascar ainsi que d'apporter des solutions pour aider les branches d'activité d'améliorer leur part de contribution dans le PIB et que les branches déjà performantes gardes leur place et puisse évoluer encore plus. Toutes ces analyses pour atteindre l'objectif principal que « **Madagascar s'industrialise et se développe durablement** »

CONCLUSION GENERALE :

En guise de conclusion, contrairement aux pays riches, les pays en développement sont appelés pays sous-industrialisés. Madagascar est un pays en développement. Son économie est basée par la dominance du secteur primaire et par la faiblesse du secteur secondaire. De nombreux économistes et nombreux auteurs sont conscients du rôle que joue l'industrie dans la croissance économique et dans la lutte contre le chômage.

Il existe plusieurs stratégies de développement mais pour sortir du sous-développement et de la pauvreté il faut s'industrialiser en développant l'industrie et en favorisant la création des entreprises. Le thème qu'on a choisi qui porte sur les facteurs de blocage du développement du secteur industriel à Madagascar fait l'objet de plusieurs débats. Après l'analyse, on remarque une très grande diversification des opinions venant de nombreux auteurs concernant le thème et aussi un nombre élevé de réponses possibles pour notre problématique qui est « Quels sont les facteurs de blocage du développement du secteur industriel à Madagascar plus précisément de l'industrie de savon ? »

Le secteur industriel malgache est encore fragile et n'est pas très compétitif. Nombreux sont les obstacles qui empêchent le développement du secteur industriel à Madagascar et l'environnement économique et social actuel ne favorise pas le développement soutenu des industries malgaches. Le climat et l'environnement des affaires ne favorisent pas non plus le développement des industries existantes pas seulement le cas de l'industrie de savon et ralentit l'émergence de nouvelles unités. L'accès au financement demeure l'un des principaux obstacles rencontrés par les pays africains dans la poursuite de l'industrialisation, tant au niveau du secteur public qu'à celui du secteur privé. Les industries souffrent de carence en ressources technologiques, de déficience en ressources énergétiques, de lacunes en ressources méthodologiques et humaines, de l'étroitesse et de la faiblesse du marché, des procédures d'importation et d'exportation, des taxes et redevances trop élevées. A ceux-ci s'ajoutent les coûts élevés des facteurs de production, l'insuffisance des intrants locaux tant en qualité qu'en quantité, les problèmes liés à la normalisation de la qualité des produits, et les difficultés d'accès aux crédits.

En ce qui concerne les industries savonnières, ils font face à plusieurs problèmes qui les empêchent à améliorer leur part de contribution dans le PIB et les empêche d'être classé

parmi les branches performantes. Les facteurs de blocages du développement de ce secteur sont nombreux. A part, l'invasion des produits importés exonérés de taxe de droit de douane entrant dans le pays venu des pays membres des blocs commerciaux en relation avec Madagascar et l'existence des produits importés hors normes envahissant le marché du pays concurrent déloyalement les produits des industries savonnières locaux, il y a d'autres facteurs comme les externalités négatives des crises ainsi que les problèmes divers tels que l'insuffisance d'entretien et/ou le vieillissement des plantations qui exerce des impacts sur l'approvisionnement des industries de savonnerie, les impôts et taxes divers que les entreprises doivent verser à l'Etat, les coûts de matières premières, les coûts des équipements. Ces problèmes n'améliorent pas la situation des entreprises nationales mais au contraire cela les pousse à la faillite, et même à sa fermeture et sa disparition sur le marché.

Le savon est un produit de première nécessité dont l'activité devrait également bénéficier de certaines facilités, notamment pour l'octroi des crédits à l'importation. Outre l'assurance d'approvisionnements réguliers et suffisants en consommations intermédiaires importées, ces avantages permettraient d'accélérer le renouvellement de son équipement obsolète, voire d'en moderniser la technologie à l'égard de la forte croissance de la consommation locale et aux possibilités réelles de percer sur le marché régional. D'autres solutions sont aussi nécessaires pour que l'industrie de savon puisse améliorer sa part de contribution dans le PIB tels que l'amélioration de la compétitivité pour faire la concurrence, la lutte contre la corruption, l'incitation à l'Etat de faire respecter les lois et les normes,....

Pour terminer il faut que Madagascar mobilisent des ressources suffisantes pour financer les investissements publics cruciaux pour le développement industriel notamment les investissements dans l'infrastructure, dans les recherches et développement. Il faut développer le secteur primaire surtout l'agriculture à Madagascar pour pouvoir développer le secteur industriel car elle peut soutenir une population en croissance et joue un rôle très important pour le développement de l'industrie et pour la création des entreprises. Enfin, une nouvelle question se pose : Quels sont les moyens qu'on doit entreprendre pour que Madagascar puisse avoir un avenir prometteur en matière d'industrie et pour qu'elle puisse sortir du sous-développement et développer durablement ?

BIBLIOGRAPHIE :

❖ Ouvrages :

- BEITONE A., CAZORIA A., Dictionnaire des sciences économiques, Armand colin
- CAVES R.E., POTER M.E., from entry barriers no mobility barriers: conjonctural decisions and contrived deterrence's to no competition, Quarterly Journal Of economics, 251 p, 1977
- CHAMBERLIN M., La théorie de de la concurrence monopolistique, Paris puf, 1953
- DEUBEL P., Analyse économique et historique des sociétés contemporaines, PEF, 2008
- GAROUSTE P., Filières techniques et économie industrielle, Presses Universitaire de Lyon ,1984
- GUELLIC D., RALLE P., Les nouvelles théories de la croissance, la Découverte, 4ème édition, 2001
- MANDRARA, T. E., Court Traité du Développement- Plein Sud, Economie et Innovation, l' Harmattan
- MARSHALL A., Principe de l'économie politique, Paris, Gordon & Breach, 1971

- MILLET P., La Politique industrielle, Presses Universitaires de France, 1984
- ROSTOW W. W., Les étapes de la croissance économique (éd. Française, Le Seuil, 1962). VERNIERES M., Economies du Tiers- Monde, Ed, ECONOMICA, 1991
- TEULON F., Dictionnaire d'histoire, économie, finance et géographie, Ed, Presse Universitaire de France
- VANHAEVERBEKE A., les problèmes des pays en voie de développement, 1984

❖ Articles et rapports :

- EXPANSION, Le magazine des syndicats des industries de Madagascar, décembre 2014
- EXPANSION, Le magazine des syndicats des industries de Madagascar, Mai – juin 2016

- ETATS GENERAUX DE L'INDUSTRIE DE MADAGASCAR 2011, DECEMBRE 2011, P.61, GILBERTE ANDRIANADY, SIM-GEFP-ONUUDI-PNUD
- RAZAFINDRIANAINA A., L'industrie à Madagascar en 2008, ONUDI, Madagascar, 12p, décembre 2008
- RAPPORT ANNUEL 2014 DE LA BANQUE CENTRALE DE MADAGASCAR
- TABLEAU DE BORD ECONOMIQUE N°18 INSTAT (JANVIER 2015)
- RAPPORT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER 2014 – 2015

❖ **Webographie :**

- <http://conte.u-bordeaux4.fr>. Date de consultation : septembre 2016
- [http://expresse de Madagascar.mg](http://expresse.madagascar.mg). Date de consultation : septembre 2016

ANNEXES :

Annexe 1: Taux de croissance par branche d'activité du secteur industriel

Branche d'activité	ANNEE					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Agro-industrie	-9,5	0,0	57,3	34	-10,3	11
Industrie extractive	-7,2	9,0	-11,2	54,7	25,9	104
Energie	5,6	6,9	0,4	7,5	0,9	1
Industrie alimentaire	9,0	12,5	-5,9	-1,8	7,5	2,7
Industrie des boissons	7,9	3,0	0,1	17,3	7,8	3
Industrie du tabac	6,5	-9,1	-5,9	14,5	4,8	2,8
Industrie du corps gras	3,4	-5,5	-19,3	3	0,5	3,4
Pharmacie	-	-	-	-7,6	1,5	1,5
Industrie Textile	- 10,4	-4,4	-24,6	73	-1,1	7,8
Industrie du cuir	5,4	-5,1	-6,2	0	1,4	1,4
Industrie du Bois	8,8	9,2	-33,7	-12,7	-2,9	-0,6
Matériaux de construction	8,5	12,0	-4,2	3,2	2,5	3,5
Industrie Métallique	-	-	-	-17	1,5	1,8
Matériaux de transport	-	-	-	-9,3	0,9	1,5
Appareil électrique	-	-	-	-44,5	0,3	1
Industrie du papier	-	-	-	22,7	5	23,5
Autres	-	-	-	-13,5	3,5	-7,8
Z.F.I	-	-	-	-14	-9,5	2

Source : Vice primature en charge de l'industrie et de l'économie

Annexe 2: Création de zones franches en 2013 et 2014

Branche d'activité	2013		2014		Variation
	Nombre	Investissement prévus	Nombre	Investissement prévus	Investissement prévus 2013-2014
Agro-industrie	3	8 208	6	37 885	361,56
Textile et confection	3	12241	9	6 195	-49,39
Informatique et services	5	6105	3	1 287	-78,92
Artisanat					
Industries manufacturières diverses	12	2758	1	417	-84,88
EPIB**	1	29312	19	45 784	56,20
Total	2	49 801			-100,00

. *Investissements en Millions d'Ariary

Source : Ministère de l'Industrie et du développement du secteur Privé

Annexe 3 : industrie de savon

NOM	ADRESSE	FJ	REGION	ACTIVITES	ANNEE	NAT
SOA PLUS SARLU	LOT T 18 B AMBATONJARA ANKADINDRATOMBO BOULEVARD TOKYO	EURL	11	Production et commercialisation de tous produits relatifs au nettoyage en liquide ou solide: savon,	2015	MG
RALALANIRINA ELISABETH	LOT SIBD 16 TARALALANA	PI	11	Fabrication de savons liquides	2015	MG
ANDRIAMPANIRY HERILANTO SOLOFOJAONA	LOT 1118 P 355 MASOANDRO MAHAZOARIVO ANTSIRABE I	PI	12	Vente de savons artisanaux (savony gasy)	2015	MG
RASON HANS RAYMOND	LOT 19 510 AVARADROVA AVARATRA AMBATONDRAZAKA C.U	PI	33	Production artisanale de savon et d'huiles végétales	2015	MG
RAVELONIRINA ANDRIANINA MAHERY	BLOC (R+5) PORTE 13 CITE DES 67 HA SUD / DLE LOT III L 71 BIS AMPANARIVOANA ALASORA	PI	11	Commerce de gros de parfumerie, de produits de beauté et de savons (produits cosmétiques)	2015	MG
GASY TAFARAY SARL	LOT ITP 25 BIS ANTSAVATSAVA ITAOSY - ANTANANARIVO	SARL	11	Fabrication de savon, de bougies, de soude, d'encaustique et de produits dérivés	2016	MG

Source : INSTAT

Annexe 4: Industrie extractive :

NOM	ADRESSE	FJ	REGION	ACTIVITES	ANNEE	NAT
LAKA MINERALS " SARL "	LOT II M 35 KR BIS ANDROHIBE ANTANANARIVO 101	SARL	11	Extraction de pierres minérales (exploration-extraction)	2009	MAURICE
SOCIETE WAI TANG EXPORT SARL	LOT IVE 90 BEHORIRIKA STAND N°01	SARL	11	Extraction de pierres industrielles (exploitation minière)	2009	CHINE
T.C KOREA SARL	LOT II G 32 TV ANTSOBOLO AMBATOMARO	SARL	11	Extraction de pierres minérales industrielles : exploitation minière, exploitation aurifère	2009	COREE
WANG SHUSHENG	LOGT 1172 CITE DES 67 HA NORD OUEST	PI	11	Extraction de pierres minérales industrielles (exploitant minier: pierres fines et industrielles)	2009	CHINE
RAZAFIMBOLATIANA MALALANIRINA GEORGETTE	LOT 119 TER VILLA EDNA FARALAZA TALATAMATY	PI	11	Extraction de pierres industrielles (exploitant minier)	2009	MG
RASOAMAMPIONONA RAZAFININDRINA	LOT V AB 142 ANTANETIBE ANJOZOROBE	PI	11	Extraction de pierres minérales industrielles (exploitant minier)	2009	MG
THEODORET NOSISOA	ANOSIKELY TSARARAFA	PI	25	Production d'huiles végétales brutes ou raffinées (extraction d'huiles essentielles)	2016	MG

Source : INSTAT

Annexe 5: Industrie textile :

NOM	ADRESSE	FJ	REGION	ACTIVITES	ANNNEE	N A T
RAKOTOSON PATRICKT	PAV 469 ANALAKELY / DLE LOT 49 FM MORONDAVA ANTEHIROKA	PI	11	Commerce de détail de textiles, habillement (confection locale et chinoise)	2016	MG
RAHANITRAM ALALA ANDONIAINA ROVATIANA	TSENA BE ISOTRY / DLE LOT F II 42 AMBOHIMAHITSY	PI	11	Commerce de détail de textiles, habillement (confection)	2016	MG
RAZAFINDRAF ARA MARIE SUZANNE	PAV 267 ANALAKELY / DLE LOT IVH 51 BIS AMBATOMITSANGANA	PI	11	Commerce de détail de textiles, habillement (confection)	2016	MG
RANDRIAMAR OSON SYLVIE LALAO NIRINA	PAV 605 ANALAKELY / DLE LOT VS 98 DB RAVITOTO ANDRANOVOVRY	PI	11	Commerce de détail I de textiles, habillement (nouveautés)	2016	MG
RAKOTOARINI VO MAROLAHY ANDRIANAND RASANA	ANALAKELY TSENA / DLE LOT IVG 113 AMBATOMITSANGANA	PI	11	Commerce de détail de textiles, habillement (confection)	2016	MG
RAKOTOMAN DIMBISOA THEOPHILE	TSENA BE ISOTRY / DLE LOT F II 42 ANKOSORANO AMBOHIMAHITSY	PI	11	Commerce de détail de textiles, habillement (confection)	2016	MG
RANDRIAMAN OHISOA TSIORY	LOT 67 LE LAZARET SUD	PI	71	Vente d'article de décoration cadeau, textile	2016	MG
RANDRIAMIA LINDRINA DIEUDONNE	TSENA BE ISOTRY / DLE LOT II U 55 GB ANDRAINARIVO AMPAHIBE	PI	11	Commerce de détail de textiles, habillement (confection)	2016	MG
RAOZELINIVO VIOLETTE EMMANUEL	PRES PISCINE ISAHA FIANARANTSOA I	PI	21	Commerce de détail I de textiles, habillement (articles de nouveautés)	2016	MG
RAVAOARISO A ANDRÉA JUSTINE	TANAMBAO SPM MAINTIRANO	PI	44	Commerce de détail de textiles, habillement	2016	MG
HEFENG (MADAGASCA R) GARMENT SARL	PARCELLE 16 ZONE FORELLO TANJOMBATO ANTANANARIVO	SARL	11	Achat et import des matières premières et intrant textile - transformation & confection des matières	2016	CHINE
TREND FASHION SARL	PK 15 - RN 4 SOAMANANETY AMBOHIDRATRIMO	SARL	11	Confection d'article d'habillement, importation fournitures et	2016	MG

				accessoires sur textile, confection		
R A S CONFECTION SARL	LOT 73 F TALATAMATY	SARL	11	Confection articles d'habillement, pullover - fabrication textile	2016	MG
CONFECTION SARL	LOT MB 103 MAHABO ANDOHARANOFOTSY - ANTANANARIVO	SARL	11	Fabrication et exproation de textiles et tous autres accessoires	2016	MG
NOIX DE COCO SARL.U	ESCALIER C, 1ER ÉTAGE TANA WATER FRONT - AMBODIVONA - ANTANANARIVO	EURL	11	Importation et exportation de produits textiles, accessoires de mode et de l'artisanat	2016	FRANCE
JDJ 03 SARLU	LOT II J 82 ZE TER IVANDRY - ANTANANARIVO	EURL	11	Commerce de détail de textiles, habillement et nouveautés	2016	MG
ALPHA KAPPA OMEGA SARLU	BUREAU N° 3 IMMEUBLE JACARANDA AMBATONAKANGA ANTANANARIVO	EURL	11	Négociation en vente d'accessoires textiles et de marchandises générales	2016	MG
DE CE CÔTÉ SARLU	LOT II N 184 S ANALAMAHITSY ANTANANARIVO	EURL	11	Confection textile - import-export de produits textile - décoration, goodies et autre	2016	MG
NYDAR SARLU	PRES LOT 001 A BIS ANDRANOMENA - ANTANANARIVO	EURL	11	Exportation de textile, accessoires de textile (vêtements bébés, enfants, adultes hommes et	2016	ALGERIE
ELIARIJAONA TIANA HARISOA SIMONE	LOT IVC 72 ANKADIFOTSY AMBATOMITSANGANA / DLE LOT II H 30 SOAVIMASOANDRO	PI	11	Impression directe sur textiles, matières plastiques, verre, métal, bois et céramique	2016	MG
FELAMBOAHA NGY BIENVENUE	PAV 235 ANALAKELY / DLE LOT II 17 G BETONGOLO	PI	11	Commerce de détail de textiles, habillement (nouveautés)	2016	MG
RAKOTONDRA VELO EVÀ VOAHARY MIADANA	PAV 636 ANALAKELY/ DLE LOT VS 100 AD AMBOLOKANDRINA	PI	11	Commerce de détail de textiles, habillement (nouveautés - confections)	2016	MG
FAKA PROCESS S.A.R.L AMBOHITRAN JAVIDY MORAMANGA	LOT E 93 TER/E AMBOHITRANJAVIDY MORAMANGA	SARL	33	Confection-serigraphie-vente des pts textiles et accessoire et tout service rattache a ces activites	2016	MG
RANDRIAMIT ANTSOA	TSENA AMBONY TANAMBAO IHOSY	PI	24	Commerce de détail de	2016	MG

PASCAL FETILALAINA				confections, de textiles, habillement		
KATIZAN ABDOUL KADER	LOT 221 E CITE AMBODIN'ISOTRY / DLE LOT 219 FKTA TALATAMATY	PI	11	Commerce de détail I de textiles, habillement (confection)	2016	MG
RANDRIAVEL OJAONA RINDRA	PAV 595 ANALAKELY / DLE LOT BA 288 TER ANDREFAMBOHITRA AMPITATAFIKA	PI	11	Commerce de détail I de textiles, habillement (confection)	2016	MG
RONDRO MAMITIANA LÉONTINE	BAZAR MARODOKA MAINTIRANO	PI	44	Commerce de détail de textiles, habillement	2016	MG
RAHERINIVO VOLAHANTA	IHOZY (DANS TOUTE L'ILE)	PI	24	Commerce de marchandises générales, de textiles, habillement, confections	2016	MG
RAHARIMALA LAVOAHANGI NIRINA FRANÇOISE	IHOZY (DANS TOUTE L'ILE)	PI	24	Commerce de marchandises générales, textiles, habillement, confections	2016	MG
RAFANOMEZA NTSOA VELONANTEN AINA MICKALL JACKIE	BAZAR AMBONY TANAMBAO IHOZY	PI	24	Commerce de détail I de textiles, habillement, confection	2016	MG
RAKOTONIRIN A NAIVOMANAN A JEAN PIERRE	BAZAR TANAMBAO IHOZY	PI	24	Marchand de détail des confections, de textiles, habillements	2016	MG
RANDRIHARIL ALA HERINIAINA	TSENA AMBANY TANAMBAO IHOZY	PI	24	Marchand de détail des confections, de textiles, habillement	2016	MG
RAZAKAHARI VONY RUPHINE ZOZÉA	TSENA AMBONY TANAMBAO IHOZY	PI	24	Marchand de détail des confections, de textiles, habillement	2016	MG
RANDRIANAS OLO JOSÉ	TANAMBAO IHOZY ET SES TERRITOIRES	PI	24	Commerce de détail de confections, de textiles, habillement	2016	MG
RAHARIMALA LA CÉLINE	IHOZY (DANS TOUTE L'ILE)	PI	24	Commerce de textiles, habillement, confections, marchandises générales	2016	MG
RANDRIANJAF Y JEAN CHARLES	TANAMBAO IHOZY ET SES TERRITOIRES	PI	24	Commerce de détail de confections, de textiles, habillement	2016	MG

KWAN HI TRANE VANESSA	BOX 3F02 TANA CENTER BEHORIRIKA / LOT IVP 1 TER ANKADIFOTSY	PI	11	Commerce de détail de textiles, habillement prêt a porter	2016	MG
RAHARINOEL A RONDRONIRIN A ELIA YVETTE	BAZAR TANAMBAO IHOSY	PI	24	Commerce de détail de confections, de textiles, habillement	2016	MG
RAFANOMEZA NTSOA TSIMIOVA TOLOJANAHAR Y	TSENA AMBONY TANAMBAO IHOSY	PI	24	Commerce de détail de confections, de textiles, habillement	2016	MG
RANDIMBIARI MANANA JULIEN	TSENA AMBONY TANAMBAO IHOSY	PI	24	Commerce de détail de confections, de textiles, habillement	2016	MG
RANDRIAMIA LIMANANA JOSEPH	BAZAR AMBONY TANAMBAO IHOSY	PI	24	Commerce de détail de confection, de textiles, habillement	2016	MG
RASOAVINIAV O MBOLA TIANA	LOT SIAE 41 AMBONDRONA	PI	11	Commerce de détail I de textiles, habillement (nouveaueté)	2016	MG
RAVONINJATO VOMANANA JUSTIN	TSENA BE ISOTRY / DLE LOT IVL 58 AU ANDOHATAPENAKA I	PI	11	Commerce de détail de textiles, habillement (confection)	2016	MG
RANDRIANAN TOANDRO ERNEST	TSENA BE ISOTRY / DLE LOT II H 2 BYSV NANISANA IADIAMBOLA	PI	11	Commerce de détail de textiles, habillement (confection)	2016	MG
RAKOTONIRIN A HARISOA	TSENA ISOTRY N°1 / DLE II E 66 EDB TER AMPANOTOKANA	PI	11	Commerce de détail de textiles, habillement (confection)	2016	MG
ANDRIAMAM ONJISOA ANDONIAINA	PAV 472 ANALAKELY / DLE LOT BA 03 AMPITATAFIKA	PI	11	Commerce de détail I de textiles, habillement (confection)	2016	MG
HANTRINIAIN A CHANTAL	TSENA BE ISOTRY / LOT H 128 AMORONDRIA SABOTSY NAMEHANA	PI	11	Commerce de détail de textiles, habillement (confection)	2016	MG
RAKOTONDRA ZAFY LOVASOA	TSENA BE ISOTRY / DLE LOT IBM 5 TSARALALANA	PI	11	Commerce de détail de textiles, habillement (confection)	2016	MG
RANDRIANASI MANANA JEAN CLAUDE	TSENA AMBANY TANAMBAO IHOSY	PI	24	Commerce de détail de confections, de textiles, habillement	2016	MG

Source : INSTAT

Annexe 6: L'industrie manufacturière (nomenclature à 40 branches élaborées par Insee)

T.07	Minerais et métaux ferreux
T.08	Minerais, métaux, demi-produits non ferreux
T.09	Matériaux de construction et minéraux divers
T.10	Industrie du verre
T.11	Chimie de base, fibres synthétiques
T.12	Parachimie, industrie pharmaceutique
T.13	Fonderie, travail des métaux
T.14	Construction mécanique
T.15	Matériels électriques et électroniques prof.
T.16	Véhicules automobiles, matériel de transport terrestre
T.17	Construction navale et aéronautique
T.18	Industries textiles et habillement
T.19	de cuirs de chaussures
T.20	Bois, meubles, industrie diverses
T.21	Industrie du papier, carton
T.22	Imprimerie, presse, édition
T.23	Caoutchouc et matières plastiques

Source : « Dictionnaire d'histoire, économie, finance et géographie »,1994

TABLE DES MATIERES :

REMERCIEMENTS.....	i
SOMMAIRE.....	ii
LISTE DES ABREVIATIONS.....	iii
LISTE DES TABLEAUX	v
LISTE DES FIGURES:	vi
INTRODUCTION GENERALE:	1
PARTIE I: LES CADRES THEORIQUES SUR LES STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT ; L'INDUSTRIALISATION ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE	3
CHAPITRE I: DEFINITIONS DES CONCEPTS ET LES DEBATS THEORIQUES SUR LES DIFFERENTES STRTEGIES DE DEVELOPPEMENT POUR AIDER LES PED DE SORTIR DU SOUS-DEVELOPPEMENT.	4
Section 1: L''industrie, l'industrialisation et la croissance économique :.....	4
A) L'INDUSTRIE :	4
1) DEFINITION DE L'INDUSTRIE	4
2) LES DIFFERENTS TYPES D'INDUSTRIES :	6
B) L'INDUSTRIALISATION :	7
1) DEFINITIONS DE L'INDUSTRIALISATION :	7
2) REVOLUTION INDUSTRIELLE :	9
C) LA CROISSANCE ECONOMIQUE :	10
1) DEFINITIONS :	10
2) Mesure de croissance économique :	11
3) Facteurs de la croissance économique :	14
Section 2: Débats théoriques sur les différentes stratégies de développement pour aider les PED de sortir du sous-développement :	14
A) Les causes du sous-développement des pays en développement :	14
1) Le sous-développement comme conséquence de la colonisation :	15
2) Le sous-développement comme conséquence de l'impérialisme :	15
3) Le sous-développement comme conséquence d'une faible insertion dans le commerce internationale :	16
B) Les différentes stratégies de développement pour aider les PED de sortir du sous- développement :	17
1) L'industrialisation et la participation au commerce international :	17
2) L'accumulation du capital :	17
3) Rejet de la théorie classique « accumulation du capital » :	17

CHAPITRE II: APPROCHE THEORIQUE SUR L'INDUSTRIALISATION ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE.

18

Section 1: ARGUMENTS SUR LE CHOIX DE L'INDUSTRIE ET/OU L'AGRICULTURE :

19

- A) Priorité accordé à l'agriculture : 19
- B) Priorité accordé à l'industrie : 20
- C) Position intermédiaire : 20

Section 2: LIEN EXISTANT ENTRE L'INDUSTRIE ET LA CROISSANCE

ECONOMIQUES : 21

- A) THEORIE DE MODERNISATION DE ROSTOW : 21
- B) LA THEORIE DU SURPLUS DE MAIN D'ŒUVRE D'ARTHUR LEWIS. 22
- C) THEORIE DE LA CROISSANCE ENDOGENE 23

Section 3: LES STRATEGIES D'INDUSTRIALISATIONS : 25

- A) INDUSTRIALISATION PAR SUBSTITUTION DES IMPORTATIONS (ISI): 25
- B) L'INDUSTRIALISATION PAR SUBSTITUTION DES EXPORTATIONS (ISE) : 28
- C) L'INDUSTRIALISATION PAR LES INDUSTRIES INDUSTRIALISANTES (III): .. 29

PARTIE II: LES PROBLEMES RENCONTRES PAR L'INDUSTRIE DE SAVON A

MADAGASCAR. 32

CHAPITRE III: LES FACTEURS DE BLOCAGE DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR

INDUSTRIEL A MADAGASCAR : CAS DE L'INDUSTRIE DE SAVON. 33

Section 1: Fabrication de savon et élaboration d'un projet de savonnerie : 33

- A) Fabrication de savon : 33
 - 1) Première étape : TRAITEMENT DES HUILES ET CORPS GRAS 33
 - 2) Deuxième étape : SAPONIFICATION 34
 - 3) Troisième étape : LE REFROIDISSEMENT ET SECHAGE DU SAVON. 36
 - 4) La dernière étape : FINITION 36
- B) Elaboration d'un projet de savonnerie : 36
 - 1) L'étude préliminaire concernant les matières premières. 36
 - 2) L'étude du marché 37

Section 2: LES FACTEURS DE BLOCAGE DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE

SAVON AMADAGASCAR : 38

- A) Analyse de la contribution de l'industrie de savon dans le PIB : 38
- B) Les facteurs de blocage du développement du secteur savonnier à Madagascar : 40
 - 1) La concurrence déloyale : 41
 - 2) Crise politique et économique : 44
 - 3) Facteurs diverses: 45

CHAPITRE IV: ANALYSE ET RECOMMANDATIONS :	48
Section 1: POTENTIALITE ECONOMIQUE DE CHAQUE BRANCHE D'ACTIVITE DU SECTEUR INDUSTRIEL DE MADAGASCAR :	48
A) EVOLUTION DES BRANCHES D'ACTIVITES DU SECTEUR INDUSTRIEL	48
1) L'Agro-industrie et l'Industrie Alimentaire / boissons / corps gras / tabac,	48
2) L'Industrie Textile et l'Industrie du Cuir :	49
3) L'Industrie du bois :	49
4) L'Industrie chimique :	49
5) L'industrie diverses : Les Industries métallique, mécanique et électrique ; L'Industrie liée au secteur bâtiment et travaux publics ; et la Zone Franche	49
B) POTENTIALITE ECONOMIQUE DE CHAQUE BRANCHE D'ACTIVITE DU SECTEUR INDUSTRIEL DE MADAGASCAR	50
1) Branches performantes :	50
2) Branche non performante :	52
Section 2: ANALYSE ET RECOMMANDATIONS :	53
A) LES MESURES PROTECTIONNISTES :	54
B) AMELIORATION DE LA COMPETITIVITE :	55
C) PRESERVER LA STABILITE POLITIQUE :	55
D) APPLICATION DE LA LOI ET DES REGLES ET RESPECTER LES NORMES :	55
E) LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	57
F) DEVELOPPEMENT AXEE VERS L'AGRICULTURE :	57
G) FAVORISER LA CREATION DE L'ENTREPRISE :	58
H) SOLUTIONS POUR REGLER LES PROBLEMES D'APPROVISIONNEMENT EN MATIERE PREMIERE, DES EQUIPEMENTS ET DE L'ENERGIE :	60
CONCLUSION GENERALE :	63
BIBLIOGRAPHIE :	65
ANNEXES	vii

Auteur : RALIJAONA Hasinavalona Mireille

Titre : Les facteurs de blocage du développement du secteur industriel à Madagascar : cas de l'industrie de savon

Nombre de pages : 62

Tableaux : 6

Figures : 2

Annexes: 6

Contacts : 0347145594

Adresse de l'auteur : Lot Vo11 Manakambahiny (Tana 101)

Résumé :

Les stratégies de développement sont importantes et servent des lignes directrices pour les pays plus précisément pour les PED comme Madagascar. Pour se développer, les PED doivent passer par l'industrialisation. En revanche, ce n'est seulement l'industrialisation qui permet au pays de lutter contre le chômage, de sortir de la pauvreté et de favoriser la croissance économique. En effet, il existe de nombreuses stratégies de développement. Les PED doivent adapter le ou les stratégies les plus efficaces et vraies qui sont conformes à leur situation car aujourd'hui tout le monde prétend de connaître le développement.

Actuellement, l'environnement économique et social ne favorise pas le développement soutenu des industries malgaches. Le climat et l'environnement des affaires ne favorisent pas non plus le développement des industries existantes et diminue la part de contribution de l'industrie dans le PIB. Cela est accentué par l'existence de nombreux facteurs qui bloquent le développement du secteur industriel à Madagascar y compris le secteur savonnier. Face à cette situation, des solutions doivent être prises en considérations. Les solutions proposées et inscrites dans ce travail de mémoire servent de suggestion pour apporter des aides non seulement au secteur savonnier mais également à tous les secteurs d'activités industriels à Madagascar dans le but d'améliorer la part de contribution du secteur industriel dans le PIB du pays et d'améliorer son tissu industriel.

Mots clés : industrie, industrialisation, croissance économique, développement industriel, industrie savonnaire, facteurs de blocage.

Encadreur : **Dr.** LAZAMANANA André Pierre.